

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 24 MARS
N° 408 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942

* *

1 an de dictature
militaire en Argentine

La résistance
s'amplifie

Voir p.9

GISCARD S'ENFONCE DANS L'ORNIERE

Tous les ministres l'ont démenti à la sortie du conseil d'hier, et pourtant la probabilité d'un remaniement ministériel est de plus en plus certaine. Giscard annonce des «décisions importantes», et Barre commence dès aujourd'hui une série de consultations des leaders de la «majorité».

Trois jours après le résultat des municipales, la fébrilité s'est emparée de la droite, une fébrilité que la déclaration de Giscard ne fait qu'accroître : c'est devenu une habitude. Giscard voudrait bien d'un programme commun de la droite, il voudrait être plus réformiste que la gauche et donc la battre sur son terrain, il voudrait être l'inspirateur d'un grand parti libéral. En attendant, il en est réduit à négocier ses postes de ministres, à se demander si Chirac acceptera de rendre visite au premier ministre, et tout cela dans une atmosphère de fièvre dans la droite, une droite décidément bien malade...

Lire notre article en p. 4

La procédure de la Cour
de sûreté de l'État : pressions,
menaces, chantage,
brutalités...

Les autonomistes bretons accusent

Malgré les tentatives odieuses du président David cherchant à les faire passer pour les héritiers du Parti National Breton qui collabora sous l'occupation nazie, les sept autonomistes bretons ont pris l'offensive au cours de l'audience de mardi.

Jean-Paul Laluyaux et René Kerhousse notamment, ont dénoncé la procédure suivie par la Cour de Sûreté de l'État. Brutalités de la

police au moment de leur arrestation, menaces, chantages de toutes sortes se sont succédés pour les obliger à s'accuser eux-mêmes. Malgré leur diversité, les militants bretons se sont trouvés unis dans leur dénonciation de la politique bretonne du pouvoir, du chômage et de la répression, et dans l'affirmation de leur identité bretonne.

Voir notre article
p. 6

QUAND LE PCF S'INTÉRESSE AUSSI AUX MINI-ÉMETTEURS

Voir notre article p. 6

ALORS QUE MITTERRAND S'APPRÊTE
À GOUVERNER

LA SOCIAL- DEMOCRATIE EUROPEENNE MALADE

- HOLLANDE : LE GOUVERNEMENT DÉMISSIONNE
- ANGLETERRE : CALLAGHAN EN DIFFICULTÉ
- BELGIQUE : CRISE GOUVERNEMENTALE

La reine des Pays-Bas vient de charger le socialiste Joop Den Uyl de former un nouveau gouvernement, en attendant les élections qui auront lieu dans deux mois : le précédent cabinet... Joop Den Uyl venait de tomber. A Londres, la Bourse respire : le gouvernement du socialiste Callaghan vient d'être sauvé de justesse, moyennant des concessions, par le ralliement des parlementaires du petit parti libéral. La Belgique, quant à elle, vit une crise gouvernementale : le socialiste Tindemans a été renversé. Quant à l'Allemagne de l'Ouest, le social démocrate Schmidt y est virtuellement en minorité, depuis les récentes élections locales, qui ont donné la victoire à l'opposition à Francfort : son sort dépend, là encore, de l'attitude de parti-charnière libéral.

Ainsi, quelques mois après la chute de la social-démocratie suédoise, au pouvoir depuis quarante ans les difficultés s'accumulent sur le chemin des partis socialistes du Nord de l'Europe. Le parti de Mitterrand, fort de son succès aux dernières élections municipales, semble faire excep-

tion. Les partis sociaux-démocrates en cause sont, pour certains depuis très longtemps, des partis de gouvernement. Depuis quelques années, ils ont été, les uns et les autres, amenés à gérer la crise de la bourgeoisie, en la faisant payer aux masses populaires. En Grande-Bretagne, le blocage des salaires, institué depuis deux ans, menace d'être reconduit l'an prochain, tandis que les prix continuent de flamber et que le chômage devient un fléau chronique. Aux Pays-Bas, le plan d'austérité gouvernemental a dû être révisé à la suite de grèves d'une ampleur peu coutumière pour ce pays. En Belgique, le plan de restructuration de la sidérurgie européenne frappe durement les régions industrielles de la Wallonie, tandis qu'en Allemagne, le chômage atteint désormais des niveaux record. Désaffection des masses populaires, échec du «consensus» pour lequel la bourgeoisie comptait sur les équipes social-démocrates : telle est la clef de leurs difficultés.

Voir p.7

La direction
du travail
réprime ses
employés et
protège
les patrons

Après les juges réprimés parce qu'ils mettent les patrons en prison, c'est maintenant un employé de l'inspection du travail qui risque d'être purement et simplement licencié à cause de son manque de «docilité» et de ses activités syndicales.

Dans la foulée, la hiérarchie s'en prend également à sa femme qui est employée de bureau.

Tout ceci va dans le sens des enquêtes professionnelles que Poniowski entend développer contre les fonctionnaires.

Voir notre article
p. 6

Le café est cher :
«Buvez-en moins»
conseille Scrivener...



Pose officielle de Mme Scrivener pour donner l'exemple : sous-secrétaire d'Etat à la «consommation», elle s'y connaît en restrictions.

Voir p.6

POLITIQUE

L'union de la gauche après les élections

LE PS EST PLUS ANCRE AU PCF

La victoire des partis du programme commun aux dernières élections municipales a des conséquences nettes sur la coalition au pouvoir, qui se trouve actuellement dans un grand désarroi. Mais elle n'est pas sans conséquence, non plus, sur l'équilibre interne et la solidité de l'alliance entre le PS et le PCF.

A qui a le plus profité le système des listes uniques dans les villes de plus de 30 000 habitants ? Dans quelle mesure les deux partis se trouvent-ils liés par les accords passés à l'occasion de la dernière campagne ? Ce sont des questions qui vont nécessairement influencer sur leurs rapports au cours des mois à venir.

En 1971, le parti socialiste dirigeait quarante villes de plus de 30 000 habitants.

Plusieurs des villes qu'il dirigeait, depuis, avaient dépassé la barre des 30 000 habitants, ce qui fait qu'à la veille du dernier scrutin, il était à la tête de 46 villes de cette catégorie. Après en avoir perdu cinq et gagné quarante, il dirige, finalement, aujourd'hui, 81 mairies. Quant au PCF, le nombre de ses mairies est passé, après les deux tours, de 50 à 72. Sur le plan du nombre des villes gagnées, le PS a donc finalement un avantage assez net sur le PCF : 35 villes gagnées contre 22.

Dans les «primaires» qui l'ont opposé au PCF, il a conservé cinq municipalités : Clichy, Aix-en-Provence, Laval, Lens, homogènes, et Marseille pratiquement. Il a conquis tout seul Créteil, Hyères, Angoulême et Villeurbanne sur la droite.

Inversement, le PCF, de son côté, a gagné à trois endroits : deux villes sur le PS (La Ciotat et Evreux) et une sur la droite (Noisy-le-Grand). Là encore, l'avantage est au parti socialiste.

Mais si l'on entre dans la composition des conseils municipaux, les choses changent de visage. Globalement, tandis que le PS obtenait 369 sièges de plus dans des mairies dirigées par le PCF, celui-ci, de son côté, gagnait 593 conseillers dans des municipalités dirigées par les socialistes.

Démontrer qu'il était électoralement le plus fort, s'imposer à la tête d'un plus grand nombre de villes, grâce à un certain nombre de «primaires», et grâce aux positions acquises dans les listes d'union

lors des négociations préliminaires : voilà ce que le parti socialiste a réussi. Pour le PCF, la liquidation de toutes les alliances du PS avec la droite au niveau des municipalités, l'augmentation considérable du nombre des conseils municipaux où ses représentants se trouvent aux côtés des adhérents socialistes, est aussi une opération politiquement importante. C'est un lien de plus tissé entre les deux formations, qui rendra d'autant plus difficile les combinaisons que le PS pourrait tenter à l'échelle nationale avec la droite ; c'est un facteur d'ancrage des socialistes à l'union de la gauche, d'autant plus important à l'heure où la perspective de parvenir aux responsabilités gouvernementales pourrait inciter ces derniers à s'éloigner de leur partenaire.

LE PCF : LARGEMENT GAGNANT DANS LES MAIRIES SOCIALISTES

En 1971, sur 40 villes de plus de 30 000 habitants détenues par le PS 14 seulement l'étaient en alliance avec le PCF. Les autres étaient, soit socialistes homogènes (5), soit à conseil municipal mixte, avec des élus «centristes» (26). Au sortir des dernières élections, sur 81 villes qui reviennent au PS, aucune n'est en alliance avec la droite, et 10 seulement (si l'on compte Marseille), sont des municipalités socialistes homogènes.

Le PCF, à l'occasion de ces élections, est entré dans 20 municipalités socialistes. D'une manière générale, le nombre des conseillers qu'il y a obtenus est assez important. On le comprend si on prend en considération les facteurs électoraux : en perdant son électorat «centriste», souvent indispensable pour les élections précédentes, le parti socialiste devait retrouver des voix ailleurs. Le PCF a donc été en mesure de lui imposer un certain nombre de conditions.

Ce phénomène est encore accentué dans les villes nouvellement gagnées par le PS (en moyenne 35% de conseillers du PCF dans les municipalités d'union) ; là encore, le PS avait besoin de l'électorat de son partenaire. Dans les villes où l'union de la gauche était déjà réalisée sous une direction socialiste, les changements sont assez peu significatifs : les 12 sièges perdus par le PCF à Saint-Brieuc équilibrent presque les 14 conseillers supplémentaires obtenus sur un ensemble de 14 villes.

LE PS : PLUS DE MAIRIES GAGNÉES, MAIS PEU DE SIEGES DANS LES FIEFS DU PCF



Les vainqueurs de Rennes : PS et PCF unis. Mais à qui cette union profite-t-elle le plus ?

Dès 1971, la plupart des municipalités dirigées par le PCF comptaient déjà dans leurs rangs un certain nombre de conseillers socialistes, au contraire de ce qui se passait pour le PCF à l'intérieur des municipalités PS.

Ce qui contribue pour une part à expliquer la plus faible progression du PS dans les anciennes municipalités de gauche où il est minoritaire : 124 conseillers de plus pour 50 villes, contre 191 pour le PCF dans 41 villes seulement.

Mais ce n'est pas le seul aspect de la présence du PS dans les anciennes municipalités du PCF. La moyenne des sièges qu'il y détient est en effet particulièrement basse : moins du quart, soit 23,7%. Dans de nombreuses villes de la banlieue parisienne, la présence socialiste est plutôt symbolique qu'autre chose, dans les conseils dirigés par le PCF : 5 conseillers sur 37 à Drancy, 4 sur 37 à Ivry, 4 sur 35 à Malakoff, 3 sur 31 à la Courneuve... La liste est assez longue, et s'étend à des banlieues de grandes villes de province, comme Echirolles, à côté de Grenoble (5 sur 31), Aubagne, près de Marseille (5 sur 31), et d'autres.

Globalement, il s'agit de vieux «fiefs» du PCF, où il n'a guère besoin des voix d'un autre parti pour être assuré d'être réélu, tant son emprise est bien assurée : n'est-il pas significatif que les mairies PCF aient, d'emblée, été toutes réélues au premier tour, alors que quelques maires socialistes devaient attendre le 20 mars pour se voir confirmés dans leurs fonctions ? Dans les grandes villes de province où l'élection du PCF remonte seulement à 1971, la proportion de conseillers socialistes est cependant déjà plus élevée : 10 sur 41 à Amiens, 14 sur 37 à Calais, par exemple.

C'est que, là, le parti de Marchais commençait à avoir besoin des voix socialistes pour décrocher la mairie. Cette tendance est nettement confirmée par les villes nouvellement gagnées par le PCF : sur les 22 conseils municipaux qu'il a décrochés, la proportion des conseillers socialistes s'élève, cette fois, à 36,7%.

C'est une proportion très proche de la proportion d'élus PCF dans les nouvelles mairies socialistes (35%).

On arrive même à des situations où le parti socia-

MAIRIES PS EN 71 RÉÉLUES EN 77

1°) ANCIENNES MAIRIES HOMOGENES PS OU EN ALLIANCE AVEC LES CENTRISTES : LE PCF ENTRE DANS 21 VILLES DE CETTE CATEGORIE

- Nombre de conseillers du PCF entrant dans la municipalité là où l'union s'est faite entre les deux partis :

Alfortville	8	Liévin	5
Avignon	11	Lille	10
Besançon	7	Limoges	10
Boulogne-sur-Mer	10	Livry-Gargan	6
Chalon-sur-Saône	10	Mérignac	6
Charleville-Mézières	15	Montbéliard	5
Chatenay-Malabry	13	Roubaix	11
Clermont-Ferrand	11	Saint-Nazaire	8
Creil	11	Wattrelos	6
Le Grand Quevilly	5	TOTAL	191
Grenoble	17		
L'Haÿ les Roses	8		

- Villes où l'unité ne s'est pas réalisée entre le PS et le PCF, remportées par le PS :

Aix-en-Provence, Clichy, Laval, Lens, Marseille, (à Marseille, le PCF conserve les 7 élus qu'il avait dans le 8^e secteur).

2°) MAIRIES DÉJÀ TENUES EN 71 PAR LE PS EN ALLIANCE AVEC LE PCF :

- Villes où le nombre de conseillers PCF est resté inchangé :

Arras	8	- Villes où le PCF a obtenu des sièges supplémentaires :	
Épinay-sur-Seine	13	Bondy	+5
Lorient	13	Bron	+2
Massy	13	Carcassonne	+4
Montauban	9	Rézé	+1
Nevers	11	Talence	+2
Niort	9	TOTAL	14
Niort	9		
Pau	5		
Suresnes	13		

- A Saint-Brieuc, la mairie, anciennement d'union de la gauche, sous-direction PS (ex-PSU) est désormais homogène PS. Perte pour le PCF : 12

Total des gains et pertes du PCF dans les municipalités PS réélues en 77 : 193.

MAIRIES GAGNÉES PAR LE PS AUX DERNIERES ÉLECTIONS

- Nombre de conseillers PCF dans les municipalités :

Albi	11 sur 33	Épinal	4 sur 31	St-Priest	11 sur 31
Alençon	8 sur 31	Macon	11 sur 31	Schiltigheim	7 sur 34
Angers	12 sur 41	Mantes la Jolie	15 sur 33	Tourcoing	15 sur 37
Aurillac	11 sur 31	Meaux	10 sur 33	Valence	10 sur 37
Beauvais	12 sur 35	Montpellier	13 sur 43	Villefranche/s./S.	10 sur 31
Belfort	8 sur 35	Nantes	15 sur 47	Villeneuve d'A.	13 sur 33
Bourg en Bresse	10 sur 33	Pessac	13 sur 35	TOTAL	402
Brest	15 sur 43	Poitiers	12 sur 37	A Angoulême, à Créteil, à Hyères et à Villeurbanne, le PCF a été éliminé par le PS au premier tour. Celui-ci a remporté le deuxième tour, dimanche dernier.	
Castres	11 sur 33	Rennes	12 sur 43		
Chambéry	11 sur 35	Roanne	16 sur 35		
Chartres	5 sur 31	La Roche/s./Y.	10 sur 33		
Cherbourg	9 sur 31	Romans	10 sur 31		
Conflans	15 sur 31	St-Chamond	14 sur 33		
Le Creusot	15 sur 31	St-Herblain	9 sur 31		
Dreux	6 sur 31	St-Malo	13 sur 33		

Proportionnelle ou pas ?

CHAQUE PARTI BOURGEOIS CALCULE SES INTERETS

La 5^e république a profondément modifié le mode de scrutin, pour permettre une nette domination d'un parti, l'UDR, et faire en sorte que le parlement soit une chambre d'enregistrement des lois décrétées par le gouvernement. Deux principales méthodes pour cela : d'une part, un redécoupage des circonscriptions, dosant savamment les zones ouvrières et les quartiers ou villes bourgeoises, et le scrutin majoritaire à deux tours.

DISCORDE ENTRE GISCARDIENS ET RPR

Evidemment désavantagée par ce système, la gauche a toujours vigoureusement protesté, le programme commun prévoit d'ailleurs une modification de la loi électorale, avec un scrutin à la proportionnelle. Après ces élections municipales, et en prévision des législatives, la situation a bien changé, et c'est dans la «majorité» qu'on entend parler le plus de cette fameuse proportionnelle. Au point qu'une nouvelle pomme de discorde apparaît là-dessus entre les giscardiens et le RPR. Debré et Chirac l'on dit très clairement : pas question du retour à la proportionnelle. Mitterrand, ardent défenseur de cette formule, est maintenant beaucoup plus discret : attendons que la gauche ait le pouvoir, et après on verra, dit-il.

LES GRANDS BLOCS FAVORISÉS

Le scrutin majoritaire, tel qu'il est aujourd'hui, favorise en effet les grands blocs,

Le rôle des électeurs est tout au plus l'occasion de certaines transformations du personnel politique de la bourgeoisie, alors que l'appareil d'État, lui, reste en place. Pourtant, ces élections jouent un rôle important dans les luttes des divers clans de la bourgeoisie, et les lois électorales sont là pour réglementer leur jeu.

ou les grands partis. Dans une élection législative par exemple, il suffit au vainqueur d'avoir 51 % des voix pour être élu, celui sur lequel se sont portés les autres suffrages étant irrémédiablement éliminé. Les petits partis qui sont devenus aujourd'hui les centristes n'ont donc aucune chance d'avoir une représentation valable, à moins

favoriser la constitution d'une telle union. D'où les allusions à une réforme nécessaire, de la part de Stirn, de Lecanuet, de Durafour, etc. Les choses sont simples : garder le système actuel, c'est courir le risque pour la majorité de se retrouver, après les législatives, avec un parlement dominé complètement par l'union de la gauche.

pas, selon les termes d'un des partisans de la proportionnelle, Edgar Faure, créer des «majorités d'idées». Dans l'affaire, chaque parti bourgeois voit ses intérêts : le PCF veut une proportionnelle «adaptée permettant à la fois d'avoir de nombreux députés et une gauche majoritaire, le RPR refuse la proportionnelle car il préfère être un fort parti d'opposition à la gauche plutôt que d'avoir une vague majorité au centre, où toutes les alliances sont possibles. Le PS, lui, est pris dans une contradiction : pour accéder sûrement au pouvoir, il lui faut le scrutin majoritaire, mais par la suite, une bonne représentation des centristes et autres RI pourrait favo-



Brousse et Stirn : comment ne pas être battu ?

bien sûr qu'ils ne s'intègrent eux aussi dans une coalition. L'état de division dans lequel est la majorité aujourd'hui n'est pas de nature à

Avec un système proportionnel, les petits partis de la droite auraient une représentation suffisante pour pouvoir s'exprimer, et pourquoi

riser une alliance Giscard-Mitterrand. On nage dans la plus basse cuisine électorale, comme aux plus beaux temps de la 4^e République.

Les 5 espions soviétiques

POURQUOI CERTAINS JOURNAUX MINIMISENT L'AFFAIRE

Un des cinq espions arrêté par la DST, Raymond Dissard a été remis en liberté sous contrôle judiciaire après son interrogatoire. Il jouait semble-t-il un rôle mineur dans le réseau, servant de boîte à lettres vivante, c'est-à-dire un rôle

d'intermédiaire pour la communication des renseignements. Les cinq membres du réseau sont déférés devant la Cour de Sûreté de l'État.

Le fait que l'arrestation ait été pratiquée par la DST, le service de contre-espionnage qui s'est déconsidéré à plusieurs reprises, notamment à propos de l'arrestation d'Abou Daoud et des écoutes du «Canard Enchaîné», a été pris comme prétexte par certains journaux dont «l'Humanité» ou «Rouge» pour jeter le doute sur l'authenticité de l'affaire. Ces mêmes journaux font observer que les inculpés n'ont pas du tout l'aspect d'espions, c'est bien le moins pour des espions. Ils ne veulent voir dans cela qu'un coup monté au lendemain des élections contre l'Union de la Gauche et une

campagne d'intoxication. Ainsi, selon ces journaux, il n'y aurait pas d'espionnage soviétique en France, tout cela ne serait que pure invention de services secrets désirant se faire mousser.

Sans préjuger du rôle et de l'importance du réseau découvert, il ne fait pourtant pas de doute que l'espionnage soviétique est particulièrement actif en France, en témoignent les nombreuses arrestations de «diplomates» soviétiques ces dernières années. Mais comment s'étonner que «l'Humanité» qui ne cesse d'entretenir l'illusion de la non agressivité de l'URSS s'acharne également à nier les activités des espions soviétiques en France. Il y a une logique dans ce comportement, une logique qui compromet l'indépendance nationale soumise aux pressions et aux

menaces permanentes des deux super-puissances les USA et l'URSS.

CHALUTIERS ESPIONS SUR LES CÔTES BRETONNES

Le député centriste Mesmin a demandé au gouvernement quelles mesures il comptait prendre pour mettre fin aux activités d'espionnage des chalutiers soviétiques qui opèrent au large de Brest. Ces chalutiers sont en fait des bateaux espions munis d'un matériel ultra-moderne qui leur permet de suivre à distance les manœuvres de la flotte militaire et de se renseigner sur le système d'armements dont elle dispose.

Municipales à Fougères

Réélection difficile pour le RPR Cointat

(Fin de notre reportage)

Haï par la classe ouvrière fougèraise, contesté au sein de sa propre classe, le RPR Cointat a connu une élection difficile à Fougères. Mais quelles autres perspectives s'offraient aux travailleurs de la ville lors des votes des 13 et 20 mars ?

A part les trois candidats de droite, il y avait la liste d'union de la gauche, conduite par un professeur du PCF, Guillem, conseiller municipal sortant. Composée aux deux tiers par le PCF, et un tiers par le PS, cette liste a incontestablement bénéficié de la déroute de Cointat, avec plus de 30% des voix au premier tour. Mais, quand on examine les choses de plus près, on s'aperçoit que le PCF y est nettement distancé par le PS. En effet, Fougères étant une ville de moins de 30 000 habitants, on peut panacher les listes, et les travailleurs ne se sont pas privés de le faire, en particulier pour la liste d'union de la gauche. C'était le PCF qui en faisait les frais : sa moyenne était de 4 200 voix, contre 4 600 au PS. A l'exception de Guillem, qui jouissait de son prestige de conseiller sortant, et d'un autre candidat du PCF, tous les autres étaient relégués loin derrière les candidats du PS ou présentés par lui.

S'il est vrai que l'on retrouve là en partie le poids du passé et de la religion, c'est surtout le prix de sa pratique dans les luttes que le PCF a payé lors de ce premier tour. Ce sont des candidats comme Philippart, secrétaire de l'Union Locale CGT, comme Mademoiselle Repessé, ancienne déléguée CGT de Réhault qui a laissé tomber la lutte, ou comme Coquemont, ancien délégué CGT de Réhault, et beaucoup d'autres militants de la CGT, qui ont le plus souffert de ce panachage. La classe ouvrière, les travailleurs en lutte n'ont pas la mémoire courte.

La déconfiture du PCF était telle qu'en toute hâte, la liste d'union de la gauche avait été remaniée pour le second tour. Le secrétaire de l'Union Locale CGT disparaissait sur la pointe des pieds, remplacé par sa femme, et trois candidats présentés par le PCF étaient remplacés par trois autres présentés par le PS. Lundi et mardi, petites et grandes manœuvres s'étaient succédées pour les désistements.

Cointat, qui commençait à craindre pour sa place, avait fait des propositions à Corvaisier et à Feuvrier. Au premier, c'était quatre ou cinq sièges, dont un poste d'adjoint ; et, pour les jobertistes, un strapontin. Ce dernier, qui «refuse le jeu des partis», avait refusé et s'était maintenu, ce qui a déçu également l'union de la gauche, qui comptait sur ses voix.

Corvaisier, qui s'était également maintenu, avait demandé à Cointat de se retirer personnellement, car s'il était élu, Corvaisier y voyait «la certitude de l'aggravation des difficultés économiques et sociales, la poursuite du chômage, et un risque de grave désordre dans un proche avenir». A sa manière, le constat était lucide : Cointat étant trop discrédité, cela consistait à se proposer pour le remplacer, continuer la même politique, mais plus soûlement, pour essayer de briser la colère et les luttes des travailleurs fougèrais.

Un grand nombre de travailleurs et de syndicalistes espéraient la victoire de la gauche, essentiellement pour chasser Cointat, et beaucoup pensaient que cela pourrait contribuer à débloquer la situation de l'emploi et des luttes à Fougères. C'est dans ce sens que l'Union Locale CFDT avait pris officiellement position pour la liste d'union de la gauche pour le second tour. Mais bien peu parmi ces travailleurs attendaient de véritables changements d'une victoire de la gauche. Bien que tous les candidats aient axé leur campagne sur le thème de l'emploi, aucun n'a soutenu les revendications des travailleurs de Réhault, et des autres usines en lutte pour l'emploi, ou celles des chômeurs.

Lors d'une réunion organisée par la Maison des Jeunes, une semaine avant le premier tour, plusieurs centaines de travailleurs avaient pu constater par eux-mêmes qu'aucun des candidats présents n'avaient tous là, sauf Cointat, qui décidément est plus à l'aise à Bruxelles qu'à Fougères), ne répondait à leurs revendications. Beaucoup sont repartis déçus.

Pour tous ces travailleurs et ces syndicalistes, il a manqué une alternative plus claire, leur permettant d'exprimer à la fois leur refus de la droite et leur désaccord avec l'union de la gauche. Comme me le disait entre les deux tours un travailleur de Réhault, «cette idée d'une liste de travailleurs en lutte, cela aurait été possible. On n'en a pas suffisamment discuté avant, et on a hésité, n'étant pas sûr de trouver suffisamment d'appuis pour la faire. Quand on voit que les travailleurs votent pour la gauche, contre Cointat, et qu'on sait que demain on pourrait se retrouver face à des conseillers de gauche dans nos luttes pour l'emploi, on regrette que cela n'ait pu se faire».

Pour tous ces travailleurs qui refusent l'alternative entre bourgeois de droite et de gauche, qui ressentent de plus en plus que leurs aspirations sont radicalement différentes des projets de tous ces partis, les élections municipales n'auront rien résolu. Elles auront cependant été l'occasion d'approfondir un peu plus la réflexion, et cela ne sera pas inutile pour l'avenir des luttes à Fougères.

Correspondant

● EDGAR FAURE CONTENT DE SA VESTE

A Pontarlier, où il a été mis en minorité, E. Faure a déclaré : «Un moment, j'ai eu peur que l'on soit tous balayés. J'ai quand même été élu. Je suis donc content. Il faut se satisfaire de peu. Il a eu 5 conseillers sur 27. Pendant ce temps, la foule criait «Edgar à la gare» !

POLITIQUE

GISCARD S'ENFONCE DANS L'ORNIERE

Le Conseil des ministres d'hier devait être l'occasion d'un «tour de table» sur le bilan des municipales. Même si ce n'a pas été le cas, puisque seuls les «grands», Poniowski, Guichard, Lecanuet, Barre et bien sûr Giscard se sont exprimés, le président de la république a quand même tiré son bilan.

Il est simple : la poussée

de la gauche, indéniable, correspond à une volonté de changement des Français, et donc il faut aller plus avant dans la politique de réforme. Celle là même qui a conduit à l'échec de la «majorité», celle là même qui est si vigoureusement critiquée par le RPR, celle là même qui aboutit aujourd'hui à ce qu'un remaniement ministériel soit à l'étude.

Ce remaniement est maintenant une quasi certitude : le porte parole de l'Elysée, Lecat, a annoncé des «mesures importantes dans les jours qui viennent», et Barre engage une série de consultations. Si l'on comprend bien les intentions de Giscard, il veut à la fois poursuivre sa politique, remanier son gouvernement, probablement selon les vœux de Barre, et néanmoins organiser la majorité, au point de lui faire adopter une sorte de programme commun de la droite.

Une fois toutes ces conditions réunies, la majorité pourrait se présenter dans de bonnes conditions aux législatives de 78, puisque dans ce cas des élections anticipées ne seraient pas nécessaires. Voilà pour les souhaits de Giscard, il reste les moyens pour les réaliser. Et là, c'est le vide le plus complet : comment conce-

voir que le RPR, favorable à un combat de front avec la gauche, va accepter un pacte sur le terrain des réformes ? Comment concevoir qu'un grand parti libéral, regroupant Républicains Indépendants, centristes et groupuscules, (puisqu'il est parait-il le vœu caché de Giscard) puisse se construire aujourd'hui, alors que dans une situation plus favorable, toutes les tentatives ont échouées ?

En fait, et bien malgré lui, Giscard réuni maintenant toutes les conditions pour que la crise de la «majorité» se transforme en crise gouvernementale. On en saura plus avec l'annonce du remaniement ministériel, mais quand on sait que Giscard en vient à prendre les conseils du vieux spécialiste des crises qu'est Edgar Faure, on se dit que les choses ne s'arrangent pas à droite...

La déclaration de Giscard au conseil des ministres

«Je souhaite que les nouveaux responsables des villes et des communes, quelles que soient leurs différences idéologiques, se consacrent à l'administration de leurs communes et à l'amélioration du cadre de vie ardemment souhaitée par la population.

Dans un nombre élevé de cas, les électeurs ont choisi les candidats de l'opposition. Les élections municipales traduisent pour l'essentiel, au niveau des communes, la situation politique de 1974 telle qu'elle s'était déjà modifiée depuis les élections municipales précédentes.

Le progrès de l'opposition doit être analysé dans sa profondeur. La majorité ne s'y opposera pas par une attitude défensive repliée sur des intérêts ou des conceptions figées. Les Français aspirent à une société plus juste, plus égale et plus libre. Ils ont confirmé qu'ils souhaitent à cet égard le changement.

Si la majorité veut obtenir de meilleurs résultats aux élections législatives de 1978 -et les chiffres démontrent qu'elle en est capable, elle doit être porteuse d'un message de liberté pour la France. Sa mission consiste à convaincre les Français de la supériorité d'une conception libérale de la société et de la démocratie. Elle a tous les arguments pour le faire.

A partir d'aujourd'hui, elle doit par priorité mettre fin à ses divisions et, tout en maintenant son pluralisme, se concerter pour accepter d'un commun accord un programme d'action pour la prochaine législature et une organisation cohérente exprimant un pacte majoritaire franc et loyal.

Quant à la stratégie, c'est-à-dire à la direction générale de la politique de la France, je ferai part au premier ministre de mes décisions et j'aurai l'occasion de les exposer publiquement au pays.

Les ballets de l'Elysée

Depuis lundi, le ballet des visites à l'Elysée et à Matignon se poursuit sans discontinuer : lundi matin, c'est Durafour qui rendait visite à Giscard, et sortait par une porte dérobée. Mardi matin, Edgar Faure allait voir le président de la république, ressortait une heure plus tard, et revenait ensuite déjeuner à l'Elysée avec les «personnalités européennes». Hier matin, tous les ministres et secrétaires d'Etat étaient présents au conseil des ministres. La veille, Guichard avait fait parvenir une lettre à Barre, tandis que celui-ci, hier soir, faisait parvenir une lettre à Chirac, Lecanuet et Ponia. Demain, Durafour revient voir Giscard, Chirac ira peut être voir Barre, et peut être Giscard vendredi. Sans compter toutes les lettres et rencontres discrètes... Au moins, il y a du dynamisme dans les négociations entre clans de droite.

LUTTES OUVRIÈRES

SOLOCI - SOLOMI (Kœnismacker)

LES SYNDICS FONT TRAÎNER LES CHOSES

Lundi, les travailleurs de Soloci-Solomi ont reçu la visite des syndics administrateurs judiciaires «pour faire le point sur les commandes restant à exécuter et envisager une reprise d'activité avec autorisation juridique» et pour «arrêter les modalités de récupération des salaires de février 1977 qui n'ont pas été versés au personnel».

Mais cette réunion n'a rien donné : «Les syndics soulèvent des difficultés

pour faire traîner les choses» devait déclarer le responsable syndical CFDT à l'AG des travailleurs. Mardi, une entrevue se tenait entre le sous-préfet de Thionville et une délégation de travailleurs, élue en AG. De cette rencontre, comme les travailleurs s'y attendaient, rien n'est sorti de concret. Le sous-préfet a proposé que «l'occupation cesse et qu'en attendant, les travailleurs aillent se faire embaucher dans d'autres entreprises».

Cette proposition a reçu la réponse ferme qu'elle méritait : l'occupation continuera. A l'AG, il a été décidé de demander à se joindre à la manifestation des travailleurs d'Usinor de vendredi après-midi à 15 h 00 dans les rues de Thionville.

D'autre part, un compte de solidarité a été ouvert : Comité d'Action Soloci-Solomi-Satram N° 10.787.045. C.M.D.P. de Kœnismacker. Correspondant Thionville



Lyon

LES LUTTES DANS LE TRUST «GERLAND»

Gerland est un trust qui emploie plus de trois mille personnes. Il comprend plusieurs branches :

- un secteur de travaux publics,
- un secteur anti-corrosion, (dont dépend Gerland-La Collonge et Gerflex).

Depuis un an, la direction a déménagé ses usines de Villeurbanne, dans la zone industrielle de Mézieu, où se retrouvent dans la même enceinte Goodyear (production de flexibles caoutchouc) qui est en liquidation, Gerland-Lacollonge et Gerland-Stowe-Woodward.

Après quatre jours de grève avec occupation, les travailleurs de Gerland-Lacollonge ont repris le travail : les 15 licenciements que la direction avait annoncés, n'auront pas lieu.

C'est une autre filiale du groupe Gerland qui est occupée depuis mardi matin (22 mars) : Gerland-Stowe-Woodward. Et c'est depuis beaucoup plus longtemps que les travailleurs sont en lutte : depuis trois semaines, chaque poste débrayait deux heures par jour pour obtenir

la compensation de la réduction d'horaire (de 42 h 30 à 40 h), qui est intervenue en décembre 76, et le relèvement des coefficients. Gerland-Stowe-Woodward fait du revêtement de caoutchouc pour cylindres, et, à quai-égalité, la convention Caoutchouc donne des salaires inférieurs à ceux de la Métallurgie.

Si les travailleurs ont décidé la grève totale avec occupation, c'est que les seuls résultats qu'avaient donnés les négociations de lundi étaient... la division : la direction a proposé des augmentations individuelles, pour quelques uns seulement des ouvriers, et en moyenne de 40 centimes. Les ouvriers ont refusé la division et devant l'intransigeance de la direction, ils sont passés à un stade supérieur dans la lutte. Ils pensent bien être partis pour plusieurs jours, c'est pourquoi ils vont entamer un travail de popularisation auprès de la population de Mézieu et des travailleurs de la zone industrielle de Mézieu.

Correspondant Lyon

Sacilor-Sollac

LES JEUNES LUTTENT CONTRE LE CHÔMAGE

La direction de Sacilor-Sollac a décidé de ne plus garantir l'emploi des jeunes sortant des C.E.T. et des centres d'apprentissage. Dans une lettre adressée à tous les collégiens et apprentis, la direction du groupe précise : «que devant la dégradation de la conjoncture, et afin de devenir compétitive, elle se trouve contrainte de limiter l'embauche» et propose aux jeunes sortant des C.F.A. et C.E.T. en 1977-78-79, «d'accomplir leur service militaire pour ensuite présenter leur candidature sans aucune garantie d'embauche» !

Pour contrer cette décision, tous les jeunes doivent se rassembler pour s'opposer au patronat, exiger le droit de vivre et de travailler au pays.

Nous ne pouvons pas accepter une telle situation. Tous les jeunes des C.E.T., C.F.A. de Knutange, Moyeuve, Florange, Hagondange, etc. se trouvent dans la même situation. Ceux des collèges et des lycées publics ont le même avenir. C'est un scandale. Tous les jeunes de notre région vont se trouver par milliers jetés à la rue, condamnés au chômage. Nous disons non à l'avenir bouché pour les jeunes ! Nous exigeons un emploi pour tous !

Correspondant

LUTTES OUVRIÈRES

Sescosem (Aix-en-Provence)

LAISSERONS-NOUS THOMSON DECAPITER L'USINE ?

Par Robert RIVIERE

Depuis l'annonce des 147 licenciements, début février, l'ensemble du personnel (environ 1 000 personnes) a mené différentes actions de popularisation et manifestations auprès de la sous-préfecture et de la mairie d'Aix, de la Préfecture à Marseille. Toutes les OS, ce sont principalement des femmes, ont soutenu les actions bien que 23 cadres et 7 agents de maîtrise soient inclus dans les licenciements avec 49 techniciens, 48 employés, 13 OP et réglés, et quelques autres. En effet il ne s'agit pas pour elle de soutenir leurs chefs et leurs cadres, mais de lutter contre cette première vague de licenciements qui en cache (mall) d'autres, comme elles et ils nous l'ont expliqué le 16 février dernier au cours de la manifestation devant la préfecture de Marseille.

Si de nombreux éléments permettent de douter du maintien de la Sescosem à Aix, nous avons pu nous apercevoir, en discutant avec des militants et militantes de la CFDT, que M. Giroud, directeur, met tout en œuvre pour que tout se passe sans réaction violente et dans le «flou» maximum en laissant courir le maximum de «bruits» difficilement vérifiables sur le maintien de l'emploi à Aix pour les OS.

Pour cela, il faut préciser ce que fabrique la Sescosem à Aix. Plusieurs secteurs de production :

- des transistors ce puissance, avec plusieurs lignes de production selon les différentes dimensions de boîtiers. Ils servent dans l'appareillage électronique (ampli, voitures électriques...), et dans le marché des télécommunications avec les PTT et la SNCF. «C'est le secteur qui marche le plus, nous dit un technicien, et si un secteur doit rester ce serait celui-là».
- des diodes Zener qui sont aussi fabriqués à Tours par la Silec, une autre usine du groupe Thomson.
- des Thyristors pour les lampes, la Hi-Fi et les appareillages électroniques dont la production marche très bien.

TOUJOURS LE VENDREDI...

Selon une méthode maintenant familière au personnel de l'usine, M. Giroud s'est bien gardé d'annoncer les noms des 147 licenciés à la réunion du CE du 9 février : les noms des 23 cadres ont été donnés le vendredi 11, ceux des 49 techniciens le vendredi 18, et ceux des 49 employés le vendredi 25 février. «Toujours le vendredi. Ils croient que nous allons oublier pendant le week-end» explique un travailleur en souriant. «Au début certains chefs avaient refusé d'établir la liste des licenciés (es) dans leur secteur de production mais ils ont fini par céder ; et même mieux : Dumas le directeur du groupe Sescosem, a fait un plan de restructuration en regroupant la production des transistors, en déménageant des bureaux qui sont remplacés par des machines».

Conscients de l'enjeu de leur lutte, les travailleurs et leurs sections syndicales sont restés sans cesse vigilants. Le dernier Comité Central d'Entreprise tenu à Paris avec toutes les filiales Thomson a été attaqué en procédure d'urgence devant le tribunal des référés par

l'intersyndicale, car la Thomson n'avait pas réellement expliqué les raisons des licenciements prévus. L'ordre du jour avait porté sur la question générale du problème de l'emploi à la Thomson.

L'expert a demandé à la Thomson de s'expliquer sur ce sujet précis. Le prochain CCE a donc été fixé au 31 mars à Paris sur le problème des licenciements.

Le Conseil syndical tenu ce lundi 21 a décidé de faire de cette journée, une journée d'action nationale en liaison avec l'ensemble des filiales Thomson et notamment avec l'usine de St Egrève, près de Grenoble.

LICENCIEMENTS ET RECLASSEMENTS

Tous savent que les difficultés économiques sont un prétexte pour licencier une première partie du personnel. «Ils nous parlent de difficultés économiques et dans le rapport du CE il était spécifié à plusieurs reprises que «ceux qui donneraient leur démission bénéficieraient des conditions de licenciement», c'est-à-dire qu'ils toucheraient les primes et tout le reste. En plus nous touchons des sommes pour la participation aux bénéfices. Moi, explique un technicien, j'ai touché 2 000 F pour la période 74/76. Alors où sont les difficultés économiques ?»

Certains se voient proposer des emplois à Tours avec paiement du déménagement, de la différence de loyers et même d'un voyage tous les 15 jours pour ceux qui n'auraient pas pu se déplacer avec leurs familles. «Tout ça fait partie d'un programme déjà établi. Dans l'usine la direction a installé un panneau pour les offres d'emplois, il y a de



A Aix comme à St Egrève : «Non au plan Dumas» «nous voulons vivre et travailler dans la région».

tout : pour la Shell-Berre, en Bretagne, à Toulouse pour Motorola, à Grenoble dans le secteur des tubes GTE qui est à part de la Sescosem, à Marseille pour Rivoire et Carret... Ils ne veulent pas licencier, ils veulent nous reclasser au maximum. C'est une manœuvre plus habile et plus dangereuse. Certains ingénieurs ont déjà accepté leurs mutations à Tours».

«Ce qui nous fait réfléchir, c'est aussi le fait que ce sont des techniciens de valeur qui sont mis en indisponibilité pour être mutés ensuite à Tours ou ailleurs, ils sont en train de décapiter la Sescosem de son capital technique», nous dit une ouvrière.

Un ingénieur, trop bien placé pour risquer sa carrière en dévoilant trop de choses, n'a-t-il pas déclaré : «La Sescosem, encore deux ans et on y fabrique des calculatrices !». C'est pourquoi, pour tenter de briser la volonté de lutte, en plus des incitations aux départs vo-

lontaires, la direction «ballade» d'un secteur à l'autre les 70 OS mises en indisponibilité, en les mettant à chaque «coup de bourre».

MOUVEMENTS DE LUTTE, BLOCAGE PARTIEL DE LA PRODUCTION...

Les grèves tournantes ont permis en février de ne sortir que 78 % de la production, ce qui met en échec toute tentative de constitution importante de stocks qui permettrait à la direction d'arrêter l'usine pendant plusieurs semaines, de déménager le matériel vers d'autres usines, tout en satisfaisant la demande des clients. Mais la proposition de travailler le samedi, comme les tentatives de «bourrer» les lignes de productions ont échoué. Il s'agit donc pour l'ensemble du personnel et plus particulièrement pour les OS de poursuivre des mouvements de lutte et des actions s'opposant au projet de restructuration qui semble de plus en plus passer par la fermeture totale de la Sescosem à Aix bien que

rien de précis n'ait encore été affirmé si ce n'est que M. Dumas est allé jeudi 17 mars en Italie, pour annoncer, à l'usine en place, les 200 licenciements effectifs.

La CFDT s'est prononcée pour continuer à bloquer la production (en partie), mais la CFTC et la CGC ont refusé montrant ainsi la réalité de l'unité dans la lutte contre les licenciements. Certains militants, CFDT, soucieux de faire fonctionner au maximum la démocratie dans la lutte, impulsent le comité de grève (voir encart) que la direction de la CGT et surtout les membres du PCF qui la dirigent, ont accepté à contre cœur et dont ils souhaitent ardemment la disparition, contrairement aux syndicalistes CGT qui ont participé à sa création.

La journée du 31 mars, par son caractère national et de lutte au niveau du trust Thomson, est donc importante avant la réunion du prochain comité d'entreprise extraordinaire le 7 avril à Aix.

Thomson (Levallois)

Vers un développement des luttes sectorielles ?

«NON AU BLOCAGE DES SALAIRES! 400F POUR TOUS!»

A l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO séparée, un débrayage a eu lieu à 15h à Thomson CSF-Levallois, à 300 sur l'ensemble du personnel qui se chiffre à un peu plus de 2 000.

Dans la cour principale de l'usine, il y a eu une prise de parole séparée de FO. Vers 15h30, les 300 grévistes ont défilé dans l'usine en scandant les mots d'ordre : «Thomson peut payer, Thomson paiera ! Un rendez-vous a été donné pour la semaine prochaine ; le mouvement s'oriente vers un débrayage général chaque semaine. Entre temps, divers secteurs continueront leur lutte de secteur. Le 26 mars prochain, cela fera 1 an que les compagnons de Usinage ont réduit leurs cadences de travail pour la suppression du travail au rendement et pour l'intégration de la prime dans le salaire de base. Une partie des agents techniques (70), depuis 314 semaines réalise

des petits débrayages. Ils ont mis des banderoles dans leur secteur. Presque tous les jours, les agents techniques circulent dans l'usine. Hier, ils sont allés dans l'atelier de la tôlerie, ils ont mis une banderole : «Ni chômage, ni blocage des salaires - 400 F pour tous». Leur revendication essentielle est 400 F pour tous. A la tôlerie, après le débrayage général des travailleurs sont allés voir le chef d'atelier, qui a expliqué que les problèmes de rallonge et de promotion individuelle, actuellement ça ne venait pas de lui, qu'il n'était pas responsable du blocage. «Tout à l'heure, j'ai entendu que vous disiez intelligemment que c'était dû au plan Barre...» (c'est ce qu'ose dire le chef d'atelier de la tôlerie). Dans la tôlerie, jeudi dernier CGT et CFDT appelaient pour discuter des problèmes des divers secteurs. Le chef d'atelier n'a pas voulu discuter avec les

travailleurs car ils n'avaient pas de papiers, pas de revendications. Il y a quand même un certain mécontentement qui règne au niveau

de la tôlerie. Dans les jours qui viennent, il est fort possible que s'engage une lutte dans ce secteur.

Correspondant

UN COMITÉ DE GRÈVE QUI NE VEUT PAS MOURIR MALGRÉ LES VOEUX DU PCF

Si chacun a entendu parler de l'intersyndicale dans la lutte de la Sescosem, moins nombreux sont ceux qui connaissent l'existence du Comité de grève regroupant des délégués d'ateliers et faisant des propositions de lutte à l'intersyndicale. Une ouvrière qui impulse le Comité de Grève nous explique : «En 74, dans une lutte importante sur les classifications, ce Comité de Grève avait déjà été créé. A cette époque là, contre l'incroyable division des classifications des OS, nous avions impulsé, avec la CFDT, la lutte sur un seul taux d'embauche, et parallèlement la CGT négociait sa propre grille hiérarchique. Cette année, pendant une AG particulièrement combative, au début de la lutte, un mécano a expliqué le manque d'information persistant dans les ateliers et la nécessité de délégués d'atelier. Ce mécano est un ancien délégué CGT combatif. Cette proposition n'a pas été retenue. La CFDT y a réfléchi et l'a appuyé à la seconde AG. Le Comité réunissait 40 à 45 délégués volontaires ou désignés par leurs camarades de travail. Le Comité faisait des propositions d'action à l'intersyndicale qui décidait. Mais on s'est très vite aperçu que les dirigeants de la CGT reprenant les propositions du Comité pour le compte de la CGT, mais pas toutes, en faisant des appels au «calme» et à la «responsabilité» face aux «excités» comme ils l'ont écrit sur leur panneau. La déléguée CGT a été prise à partie plusieurs fois par le mécano et par d'autres qui ne comprenaient pas pourquoi la CGT était contre le Comité de Grève qui leur est apparu comme une arme nécessaire pour mener la lutte avec le maximum de personnes. La CGT n'a jamais expliqué clairement son attitude qui remet en cause l'existence du Comité. Nous ne sommes pas d'accord pour qu'il disparaisse».

Schlumpf : un premier succès pour les travailleurs

Le tribunal de Mulhouse rendait hier son jugement sur la requête présentée par Hans et Fritz Schlumpf demandant purement et simplement la liquidation de leur trois usines et des 1 200 travailleurs qui y sont employés. Les frères Schlumpf ont été déboutés et le tribunal autorise la Cogefi, l'administration provisoire, à lancer un emprunt de 12 millions de francs pour payer les ouvriers et procéder aux achats nécessaires de matière première pour relancer les filatures. Cette décision de justice est à porter au compte de la témérité des travailleurs de Schlumpf qui, sans arrêt depuis septembre multiplient les initiatives éclatantes pour préserver l'emploi.

Mais une menace demeure : c'est seulement vendredi que le même tribunal de Mulhouse, statuant sur une autre demande des deux patrons suisses réfugiés à Bâle, se prononcera sur une possible évacuation du musée de l'automobile qu'occupent les travailleurs depuis trois semaines. U'ici, la vigilance et le soutien aux travailleurs de Schlumpf doivent se renforcer...

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Procès des autonomistes Bretons La juridiction d'exception en accusation

Devant la Cour de Sûreté de l'Etat, un inculpé a déclaré : «Je n'ai rien à dire devant cette juridiction d'exception, je ne parlerai que devant les travailleurs bretons qui seuls peuvent me juger».

Un autre est revenu sur les déclarations qu'il avait faites pendant l'instruction en affirmant qu'elles lui avaient été imposées à coups de menaces et de chantages.

René Kerhousse a rappelé à ce sujet que la police avait littéralement saccagé son appartement, fouillé sa petite fille de deux ans et demi, exercé un chantage à l'emploi. Il lui a même été proposé une somme de 50 000 NF en échange de ses «services» !

Face à cette mise en accusation de la procédure de la Cour de Sûreté de l'Etat, le président de la Cour n'a rien trouvé de mieux que d'insinuer que les autonomistes bretons seraient les héritiers du Parti National Breton qui collabora avec l'occupant nazi ; piètre manœuvre qui a rencontré l'opposition immédiate des inculpés et de leur avocat.

Réformes fiscales

DES «GARANTIES» POUR LES FRAUDEURS

Le conseil des ministres a adopté hier quelques réformes du fisc. Naturellement pas question de diminuer les impôts des travailleurs. Il s'agit essentiellement d'assouplir un système qui a fait grincer les dents à des catégories sociales que le pouvoir ne souhaite pas trop indisposer : professions libérales, cadres, couches moyennes dont les voix seront précieuses aux législatives. Ces gens-là n'ont guère apprécié l'impôt-sécheresse et poussent les hauts cris contre les contrôles fiscaux et les sanctions prises en cas de fraude fiscale. Jusqu'à présent l'administration décidait seule

de l'opportunité des poursuites. Maintenant la direction des impôts devra saisir une instance judiciaire particulière : il s'agit là de donner des «garanties» aux fraudeurs. De même seul le juge décidera des interdictions d'exercer une profession industrielle ou commerciale pour fraude. Un document rassemblera dans un langage plus clair les textes concernant la fiscalité. Enfin, un service de relations publiques est créé.

Par ailleurs, comme prévu, la gestion de l'administration fiscale est séparée des services de la législation.

L'avocat général a réclamé 20 ans de réclusion criminelle contre Willoquet. Encore ne s'agit-il là que des hold-up et agressions à main armée. L'évasion du palais de justice avec prise de magistrats en otage doit être jugée ensuite.

Il n'y a pas que des flics dans le métro. La preuve : depuis hier jusqu'à samedi 200 musiciens se produisent le soir dans une vingtaine de stations. Courte apparition de la musique : les 400 gardiens eux peuvent se produire en permanence sur les quais et dans les couloirs du métro.

De Ribemont a déposé un «recours gracieux» auprès du premier ministre. Il a estimé à 1 milliard d'anciens francs le préjudice moral et matériel subi à cause de son inculpation et de sa détention. De quoi renflouer la Reine Pédauque !

LE TRIBUNAL ORDONNE L'EXPULSION

Les 5 familles qui occupaient des appartements vides dans le quartier du Marais (Paris) ont été condamnées à être expulsées dans un délai de trois mois. Aucun relogement ne leur est proposé !

Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et au sports a annoncé que des coureurs (et pas des moindres) se sont dopés lors de Paris Nice. Les noms seront divulgués sous peu.

LA GUERRE DE RELIGIONS RALLUMÉE ?

Le cardinal Marty vient d'autoriser les paroissiens de St Nicolas du Chardonnet et leur curé à déposer plainte contre les intégristes qui occupent l'église. Cette plainte peut déboucher sur une expulsion qui risque d'être mouvementée !

Le café est cher ? BUVEZ-EN MOINS ! CONSEILLE SCRIVENER

Madame Scrivener fait partie de ces membres du gouvernement chargés de venir de temps en temps



donner quelques conseils aux travailleurs pour «résoudre» les problèmes de la vie quotidienne. En tant que «secrétaire d'Etat à la consommation» sa tâche consiste uniquement à expliquer comment se serrer «intelligemment» la ceinture.

Quand le prix des légumes verts se sont mis à «flamber», c'est elle qui a fait une intense propagande en faveur des légumes secs, les lentilles étant comme chacun sait extrêmement profitables à la santé des cellules grises. Le café atteint aujourd'hui des prix inabornables pour les familles populaires : eh bien, là encore c'est une bonne occasion pour les travailleurs d'apprendre à réfléchir. Réfléchir à deux fois avant de boire son café, tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant d'y jeter une gorgée de ce breuvage aussi précieux que le pétrole : le café va représenter nous dit-on, 15% de la facture pétrolière. A cause du froid qui a sévi au Brésil, provoquant une baisse de la production. En fait, 20% du café importé seulement vient du Brésil.

La hausse généralisée du prix du café est donc le résultat de la spéculation organisée par des trusts comme General Food ou Nestlé qui ont la haute main sur la commercialisation mondiale. Mais de cela, Scrivener ne souffle mot.

Par contre, cette bourgeoisie prétentieuse vient annoncer triomphalement qu'elle sait la véritable solution : mettez moins de café, buvez du jus de chaussette ou mieux encore, n'en buvez pratiquement plus.

Pourquoi pas tant qu'à faire, décider de fabriquer des mini-tasses à café ? (Les capitalistes d'URSS ont bien eux trouvés le «petit pain» comme solution de la pénurie de pain !)

Ainsi non seulement la bourgeoisie provoque la dégradation constante des conditions de vie des travailleurs, mais elle vient de plus se moquer ouvertement d'eux à la télé, à la radio et dans la presse !

Christiane Scrivener quant à elle a les moyens de faire face à la hausse. Mais peut-être ne boit-elle que du thé ? Claude ANCHER

Un contrôleur du travail, militant CFDT, menacé de renvoi

LA DIRECTION DU TRAVAIL RÉPRIME SES EMPLOYÉS ET PROTÈGE LES PATRONS

Après les juges réprimés parce qu'ils mettent des patrons en prison (Charette) ou parce qu'ils ne procèdent pas systématiquement aux expulsions (Joly), c'est cette fois un employé de l'inspection du travail qui risque d'être purement et simplement licencié pour son manque de «docilité» et sa qualité de militant syndical.

La direction départementale du travail à Lyon vient en effet de menacer de renvoi un contrôleur du travail (c'est-à-dire un inspecteur du travail pour les entreprises de moins de cinquante salariés) à l'occasion de la fin de son stage, au moment où il devrait en principe être titularisé. On lui reproche tout à fait officiellement un «manque de loyauté vis-à-vis de la hiérarchie». Selon le directeur régional il «manifeste un comportement dont les effets nocifs sont soulignés par le directeur du travail. (...) Les appréciations de son inspecteur du travail qui le situent au sommet de tous les critères ne peuvent être prises au sérieux. M.X. doit modifier son attitude, améliorer son activité et accepter de recevoir des conseils sur la manière objective et impartiale d'assumer ses fonctions». Quant au directeur départemental, il souligne : «Les plaintes sur son comportement, sa présentation, ses décisions sont nombreuses. N'acceptant aucune observation,

estimant qu'il doit faire son métier comme il l'entend et ne pas s'occuper du reste, il ne sera sans doute pas possible de le maintenir en section».

Ces appréciations sont claires : l'impartialité souhaitée par la hiérarchie consiste à respecter les intérêts des patrons, les plaintes émanant de ces mêmes patrons, scandalisés qu'un inspecteur du travail se permette de leur appliquer strictement la loi dans une période où ils utilisent tous les moyens, y compris illégaux pour licencier à leur guise, pour faire obstacle au droit de grève, aux droits syndicaux.

Et précisément le contrôleur visé est militant CFDT. Pas étonnant que les patrons en prennent à leur aise quand la direction du travail «fait le ménage» anti-syndical dans ses propres rangs.

Dans la foulée, la hiérarchie s'en prend également à sa femme qui est agent de bureau, syndiquée CFDT. Une note administrative «salée», une nomination comme secrétaire alors qu'elle ne sait pas taper à la machine, voilà un moyen commode de la licencier (elle est contractuelle) pour «inaptitudes»...

Cette procédure engagée contre le contrôleur et sa femme va tout à fait dans le sens des enquêtes profes-

sionnelles que Poniowski compte développer contre les fonctionnaires. Il s'agit d'un nouveau pas en avant dans l'élimination systématique

des «geneurs», en l'occurrence d'un fonctionnaire coupable d'«excès de zèle» dans l'application de la loi même de la bourgeoisie.

A propos de «radio-verte»

LE PCF S'INTÉRESSE AUSSI AUX MINI-ÉMETTEURS

Les militants de Paris-Écologie préparent activement les programmes de Radio-Verte qui doit fonctionner vers le 7 avril sur modulation de fréquence, à Paris. Grâce aux mini-émetteurs mis au point aux États-Unis, chaque quartier de la capitale recevra environ une heure d'émission, entre 18 h et 19 h. Selon les animateurs de l'opération, il faut au moins 120 heures de travail pour réaliser une heure d'émission.

Cette initiative qui peut permettre aux habitants des quartiers de s'exprimer, de dénoncer les expulsions, la destruction des quartiers populaires par les promoteurs, etc... risque de se heurter à la répression du pouvoir : en principe en effet, le projet est illégal, à cause du monopole de diffusion réservé à TDF. Il

faudrait une dérogation du premier ministre lui-même.

«L'Humanité» de mercredi exalte les possibilités offertes par les mini-émetteurs, si l'union de la gauche arrivait au pouvoir. Mais, curieusement l'article ne fait aucune référence à l'initiative des écologistes parisiens. Par contre, il indique la solution imaginée par les révisionnistes «dans le respect du monopole» : déléguer les responsabilités aux municipalités. Au lendemain d'élections qui ont donné deux tiers des grandes villes aux listes de l'union de la gauche cette solution serait un moyen commode de déverser la propagande réformiste et révisionniste tout en gardant la possibilité d'interdire d'autres points de vue (celui des révolutionnaires en premier lieu) sous divers prétextes.

INTERNATIONAL

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE MALADE

Suite de la une

Le parti socialiste français, lui, apparaît neuf, blanchi par près de vingt années passées dans l'opposition. De plus, il marche aujourd'hui dans une alliance, certes difficile, mais provisoirement maintenue, avec le PCF, dont le passé de parti ouvrier a plus de chances de duper les travailleurs que les seules perspectives trop connues du réformisme classique.

Pourtant, la crise qui secoue ses partenaires européens de la deuxième internationale pourrait bientôt atteindre à son tour notre social-démocratie : qu'elle parvienne demain au pouvoir, et ce ne sera pas dans les mêmes conditions où les autres l'ont fait, voici plusieurs années. Dans un monde occidental capitaliste en crise, l'austérité s'avère la seule politique possible pour tout pouvoir bourgeois. Et les travailleurs de ce pays, en cinq années d'expérience depuis la signature du pro-

gramme commun, ont déjà eu le temps de perdre une bonne partie de leurs illusions à ce sujet.

Giscard rêvait tout haut, il n'y a pas si longtemps, d'une social-démocratie française avec laquelle il serait possible de pratiquer « l'alternance » à l'européenne. Avant même d'être réalisé chez nous, ce projet se trouve sérieusement battu en brèche chez plusieurs de nos voisins. Contrairement à ce que peuvent espérer celles des fractions de la bourgeoisie qui s'y préparent, l'avènement du PS ne mettrait pas un terme à la période d'instabilité politique ouverte dans ce pays depuis 1974. Elle en marquerait simplement une nouvelle phase, grosse de nouveaux conflits de classe, et dont nous avons, dès aujourd'hui à préparer la nécessaire issue révolutionnaire.

Jean LERMET

Un accord sur le budget européen

A la veille du Sommet de Rome, les ministres des Finances sont parvenus à l'arrachée à se mettre d'accord sur la mise en place d'un budget européen ne reposant plus sur les cotisations des pays membres. Les sources budgétaires propres de la Communauté étant fournies par les taxes douanières et un prélèvement sur la TVA. Cela permettra de masquer un peu à Rome les difficultés réelles de la construction européenne.

PODGORNY EN AFRIQUE

Dans une déclaration faite hier matin à Dar Es Salaam, Podgorny a dit que l'URSS ne désire pas établir de bases militaires, ni obtenir d'avantages particuliers en Afrique. Ce qu'elle veut, c'est développer la coopération avec les peuples africains, sur la base de l'égalité. C'est cela aujourd'hui qui se trouve au cœur de la poli-

tique soviétique. « Sans doute les armes qui équipent les gendarmes katangais » sont-elles le fruit de cette coopération ?

TCHÉCOSLOVAQUIE

Un coup de grisou qui s'est produit avant hier soir près de la frontière polonaise a fait plus d'une dizaine de morts et de nombreux blessés. Les dégâts matériels semblent également importants.

Réunion à Rome des chefs d'État de la CEE

UNE EUROPE EN CRISE

Le sommet européen va s'ouvrir à Rome demain, à l'occasion du 20ème anniversaire de la signature du Traité de Rome, acte constitutif de la Communauté Économique Européenne, base de la constitution d'une unité européenne. En 1972, la Communauté passait à neuf membres, mais aujourd'hui les demandes d'adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne ainsi que de la Turquie ne sont envisagées qu'à long terme.

Si la communauté s'est dotée d'institutions fonctionnant régulièrement, si l'accord dégagé lors du précédent sommet européen à La Haye en décembre 1976 pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel en 1978, pour autant l'unité de l'Europe a de plus grandes difficultés à se construire actuellement sous la double pression de la crise économique et de la mise en place de la nouvelle politique américaine.

LE MODÈLE EUROPÉEN EN DIFFICULTÉS

Tous les gouvernements européens qui participent à cet anniversaire sont en difficultés, les gouvernements belge et hollandais sont démissionnaires. Les pays d'Europe du Nord voient les gouvernements socialistes dont la politique de « consensus social » doit servir de modèle pour l'Europe en butte à des difficultés de plus en plus grandes, face aux grèves et aux revendications ouvrières qui refusent le contrat social.

À ces difficultés internes à chaque pays s'ajoutent les tensions entre les différents pays européens. Pour la première fois dans l'histoire de la CEE, des mesures

protectionnistes ont été prises à l'égard d'un pays associé lorsque le France a décidé il y a quelques jours de contingerer certaines productions espagnoles. Les négociations sur le commerce mondial (GATT) à propos des fibres textiles ont été rompues parce que les différents pays européens s'opposaient farouchement. Le plan de restriction sidérurgique qui prévoit notamment une extension du chômage technique n'est en fait appliqué par personne quand au volume de la production, le chômage lui étant appliqué. Sur cet arrière fond les propositions contenues dans le rapport Tindemans pour le fonctionnement des institutions européennes notamment en créant des instan-

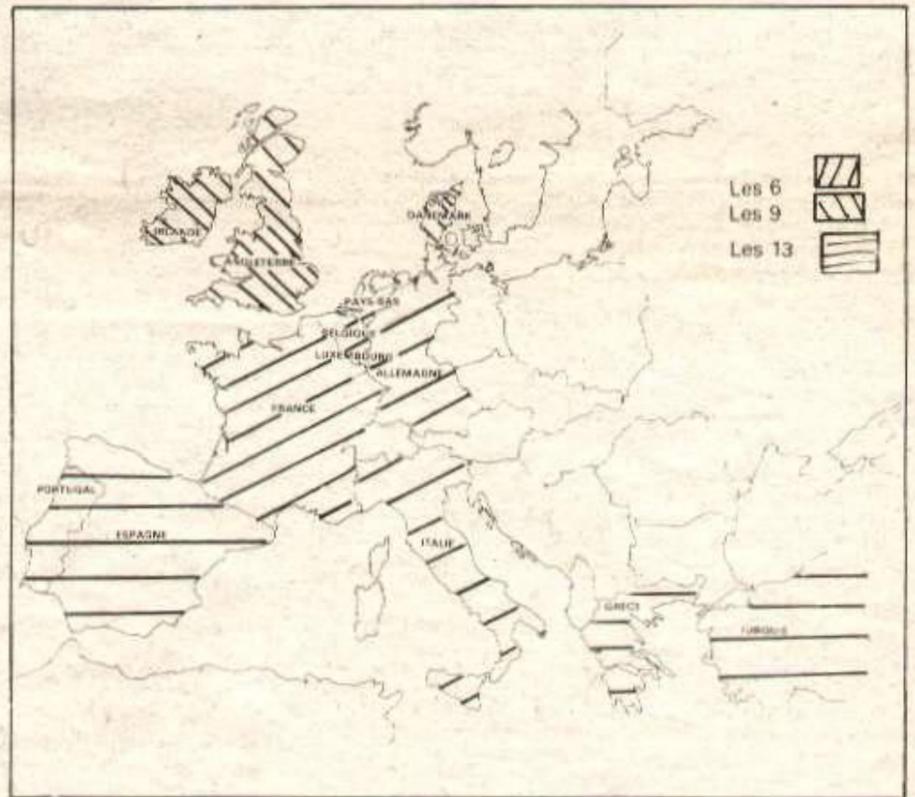
ces supranationales n'ont pas encore fait l'objet d'un examen complet, par aucun pays. La construction européenne marque nettement le pas ; et compte-tenu des problèmes de chaque gouvernement il est peu probable que la discussion de ce week-end débloque la situation.

LES PRESSIONS AMÉRICAINES

D'emblée une pomme de discorde divise les chefs d'État : Giscard s'est opposé violemment à ce que la CEE soit représentée au prochain sommet économique mondial qui doit se tenir en mai à Londres. Les Britanniques qui espéraient ainsi s'affirmer à la tête de l'Europe grâce à Roy Jenkins, actuel prési-

dent de la commission européenne, pourraient ainsi ajouter le poids de la représentation européenne au leur propre, pour soutenir les propositions de Carter. Celles-ci sont notamment rejetées par l'Allemagne, qui y voit une tentative pour lui faire supporter la reprise dans les autres pays. Ainsi, bien que l'Europe ait renoncé à se construire aujourd'hui en dehors de liens étroits avec les USA du fait de la menace permanente de l'URSS, les pressions américaines viennent à l'heure actuelle des divisions entre les pays européens notamment par l'apparition d'oppositions importantes entre l'Allemagne et les USA !

Grégoire CARRAT



Grande-Bretagne, Pays-Bas

LES SOCIALISTES EN DIFFICULTÉ

Sur le point d'être mis en minorité au cours du vote sur la motion de défiance déposée à la Chambre des Communes par Margaret Thatcher, leader des conservateurs, Callaghan, premier ministre britannique, a obtenu le soutien des députés libéraux en échange d'une « coopération » officielle entre les 2 partis.

Les libéraux disposaient de 13 voix à la Chambre. En se rangeant aux côtés des conservateurs, déjà assurés du soutien des nationalistes écossais et gallois, ainsi que de celui de la plupart des députés de l'Ulster, ils étaient déjà assurés de provoquer la chute du gouvernement. Mais cela aurait entraîné des élections anticipées, et les libéraux

n'ont aucun intérêt à ce qu'elles se produisent aujourd'hui : tout indique en effet que dans les circonstances actuelles, ils perdraient un pourcentage important de leurs voix. Aussi se sont-ils résolus à céder, après avoir toutefois fait payer leur soutien le plus cher possible.

LES CONDITIONS DES LIBÉRAUX BRITANNIQUES

David Steel, leader des libéraux, avait d'abord exigé de Callaghan qu'il renonce à plusieurs points du programme travailliste, dont celui prévoyant la nationalisation des banques, et qu'il prenne ouvertement l'engagement de faire réviser le statut de l'Écosse. Puis, Steel a re-

noncé à ces exigences et demandé comme seule garantie que le Parti Libéral soit consulté avant toute proposition de loi, ce qui leur donnerait des droits équivalents à ceux des dirigeants des Trade-Unions (syndicats).

Callaghan a accepté, déclarant ouvertement à la télévision britannique que le parti travailliste ne peut plus gouverner seul. Mais même ainsi, le gouvernement travailliste n'est pas sorti de ses difficultés.

À l'intérieur même du Parti gouvernemental, la division règne.

La gauche travailliste n'est pas favorable à un gouvernement de coalition, ce à quoi

revient en définitive l'alliance avec les Libéraux. En outre, ils se sont à plusieurs reprises opposés à la politique de restriction menée par Callaghan. Alors que celui-ci se trouve confronté à une situation de crise de l'économie anglaise, il ne jouit plus à l'intérieur du pays du consensus sur lequel il lui faudrait pouvoir compter. Certaines grèves récentes, comme celles de British Leyland, montrent à quel point la classe ouvrière britannique en a assez de payer la crise, malgré l'affaiblissement du gouvernement travailliste dont l'une des fonctions essentielles était de faciliter le « consensus social ».

PAYS-BAS : APRES LES GREVES...

Aux Pays-Bas, le gouvernement a démissionné mardi. Joop Den Uyl, qui depuis les élections de mai 73, dirigeait la coalition de centre-gauche, reste à son poste pour assurer les affaires courantes. La chute du cabinet est venue du retrait des six ministres centristes, qui se trouvaient en désaccord sur la question de la loi foncière. Selon Den Uyl, les autres ministres ont « vu en cela une raison de déposer leurs portefeuilles et leurs fonctions à la disposition de la reine ».

Mais là encore, les véritables difficultés de la social-démocratie viennent d'une rupture du contrat social. Récemment, des centaines de milliers de travailleurs hollandais se sont mis en

grève, sur la question des conventions collectives : ils refusaient le blocage des salaires que voulait leur imposer le patronat. Les avantages qu'ils ont obtenus, même limités, sont significatifs de l'impuissance croissante de cette social-démocratie à imposer ses plans à la classe ouvrière. Aux Pays-Bas comme en Grande-Bretagne, c'est la révolte croissante contre le consensus qui fait tomber les sociaux-démocrates.

INTERNATIONAL

dans le tiers monde Le vrai visage de l'URSS

La semaine dans le Tiers-Monde a été marquée par les suites de la conférence arabo-africaine et l'agression dans la province de Shaba (ex-Katanga) au Sud du Zaïre. Les gendarmes katangais qui constituent l'ossature des troupes d'agression ont été réorganisés par le corps expéditionnaire cubain en Angola. En conséquence, les assassins de Lumumba ont repris du service pour le compte de l'URSS.

Pendant ce temps, l'URSS se déchaîne contre les résultats de la conférence arabo-africaine. Elle qualifie par la voix de l'agence Tass les pays arabes producteurs de pétrole de la région du golfe, de «réactionnaires» et de «canailles», selon cette agence les prêts et dons décidés à cette occasion «cachent une tentative de pression sur les pays africains», l'aide financière des pays arabes aux pays africains serait un «cheval de Troie de l'impérialisme». En d'autres termes, l'URSS se déchaîne contre l'unité du Tiers-Monde, au moment où celle-ci se matérialise et essaie de susciter des divisions profondes au moment où celles qui existent sont surmontées, la privant ainsi de son «cheval de Troie»: l'opposition qu'elle tente de renforcer entre «progressistes» et «réactionnaires» sur la base des liens que chaque pays tisse avec l'URSS.

A l'ONU, l'Union Soviétique s'est lancée au sein du «comité spécial sur la Charte des Nations-Unies» contre un projet présenté par l'Algérie, le Mexique et de nombreux autres pays. Ces pays proposaient que leur document soit annexé à un rapport présenté à l'assemblée générale. Le Mexique, l'Algérie, la Tunisie et quatre autres pays ont formé un groupe de négociation qui insistait sur l'insertion du document dans le rapport. L'URSS de son côté, organisait un groupe qui s'y opposait. Les Soviétiques ont finalement été battus et la majorité du comité a voté pour l'inclusion du document dans le rapport de la commission.

L'Égypte a rappelé ce qu'était «l'aide soviétique» par la voix de Gamassi, ministre de la guerre, au cours d'une réunion du comité militaire. «Depuis la guerre d'octobre 1973, l'embargo soviétique sur les livraisons d'armes à l'Égypte, l'interruption de la fourniture des pièces détachées indispensables à quoi s'ajoutent les pressions soviétiques sur d'autres pays pour empêcher ces fournitures, visent à affaiblir la capacité de combat égyptienne». L'Égypte a décidé de diversifier ses armements pour faire face à Israël.

APRÈS LA CONFÉRENCE ARABO-AFRICAINE

Le secrétaire général adjoint de l'OUA a tiré un bilan du sommet arabo-africain dont voici les principaux éléments. «On doit juger de l'importance de ce sommet dans le cadre des efforts consentis par l'ensemble du Tiers-Monde dont le monde arabo-africain constitue une des composantes essentielles face aux différents problèmes qui se posent pour l'établissement d'un ordre économique mondial nouveau.

Par-delà les engagements financiers, je crois que cela devrait indiquer que les pays arabes et africains sont très conscients de l'unicité des mouvements de libération du Zimbabwe, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et de la Palestine.

Si l'on enregistre auprès de nos amis du Tiers-Monde et des pays progressistes une expression de satisfaction... nous nous attendons, Arabes et Africains, à des réactions négatives de la part des pays développés... Les dirigeants africains et arabes sont absolument conscients que les puissances impérialistes tenteront tout pour essayer de remettre en cause les résultats du sommet. Il y a une volonté très nette parmi les chefs d'Etat arabes et africains pour préserver ces acquis et les renforcer dans l'avenir, afin qu'ils puissent constituer la garantie de notre devenir.

Une conférence au sommet à Niamey de quatre pays africains et arabes, l'Algérie, le Tchad, le Niger et le Mali, l'achèvement de la trans-saharienne, des projets de voies de communications inter-africaines matérialisent cette volonté.

Chili

DES MÉDECINS ALLEMANDS DIRIGENT UN CENTRE DE TORTURE AU CHILI

L'hebdomadaire allemand «Die Stern» révèle dans un récent reportage que des médecins allemands participent directement à un centre de tortures chiliennes.

C'est dans la province de Linares, près de la frontière argentine, dans une ferme isolée qui dispose d'installations radios et de son propre terrain d'aviation, cyniquement baptisée «Colonie Dignité», qu'une véritable secte de 250 fanatiques de nationalité allemande se livre à des «expériences» héritées

du nazisme, sous la protection constante de la police et de l'armée fasciste.

L'hebdomadaire qui s'appuie sur des rapports d'Amnesty International et de l'ONU précise que la torture y est pratiquée selon des méthodes «scientifiques» sous la surveillance de «spécialistes» brésiliens en alliant notamment les épreuves psychologiques et les électro-chocs. On y retrouve les sinistres cellules à privation sensorielle utilisées dans les prisons allemandes.

Le reporter de «Die Stern» a pu directement approcher le camp et vérifier ses liens directs avec la DINA, police secrète de la junte.

Certaines sources précisent que de très nombreux Chiliens portés «disparus» depuis le coup d'Etat y ont séjourné.

Par ailleurs, il s'est avéré que cette secte nazie, dont le fondateur s'appelle Paul Schaefer et certains fascistes chiliens entretiennent des relations depuis fort longtemps.

Portugal

LA REFORME AGRAIRE

En juillet 75 étaient promulgués les décrets de Réforme Agraire qui classaient les propriétés en fonction de leur rentabilité à l'hectare, et non en fonction de leur superficie, en leur attribuant un certain nombre de points. Au-delà de 50 000 points (ce qui peut correspondre à 10 ha dans les régions fertiles et à 1 millier d'hectares dans les plus pauvres), les grandes propriétés étaient démantelées. En fait, les travailleurs agricoles, particulièrement dans l'Alentejo n'ont pas attendu la Réforme Agraire pour occuper des terres et se constituer en unités collectives de production (UCP).

LES NOUVEAUX PATRONS

Mais des difficultés sont apparues, car ces unités qui devaient être gérées par des commissions de travailleurs agricoles sont passées sous le contrôle des syndicats et bon nombre d'entre eux, liés au PC, se comportaient en nouveaux patrons, en véritables bureaucraties. Dès lors, des coopératives autogérées ont essayé de se développer en marge des UCP.

Les ouvriers agricoles de l'Alentejo, qui affrontent quotidiennement la CAP (Confédération des gros propriétaires fonciers), qui se voient parfois chassés et frappés par ses hommes de main, ont des sentiments de classe très vifs. Ils ont aussi commencé à faire l'expérience du révisionnisme. Ils recherchent l'unité avec la classe ouvrière, et récemment encore, des travaux collectifs ont eu lieu avec les ouvriers de la ceinture industrielle de Setubal. Ils n'entendent pas lâcher sur la question de la Réforme Agraire.

UNE RÉFORME DE PLUS EN PLUS MENACÉE

Après la démission de Lopez Cardoso la Réforme Agraire se trouve plus que jamais menacée: les zones de réformes ont été diminuées: le littoral sud de l'Algarve, la zone au sud du Tage, en sont exclus. Le gouverne-

ment Soarès est en partie destiné à gagner la confiance des investissements étrangers en faisant peser lourdement la crise économique sur les masses. Si les grèves viennent s'opposer directement à ce projet, c'est cependant autour de l'avenir de la réforme agraire que se réalise le rapport de forces du Portugal.

ment Soarès veut s'appuyer sur les petits propriétaires.

Aujourd'hui, une lutte de grande ampleur est engagée entre le gouvernement qui veut imposer la restitution de certaines terres tout de suite, et les ouvriers agricoles qui exigent que la totalité des terres qui restent encore à attribuer (1 million et demi d'hectares) le soient effectivement avant que la moindre restitution aux petits propriétaires ne soit envisagée.

UN POINT CLÉ DES RAPPORTS DE FORCE

La Réforme Agraire est aujourd'hui un point-clé, et un test des rapports de force dans le pays, un point sur lequel les anciens piliers du régime fasciste, les gros propriétaires féodaux veulent engager une bataille décisive. Mais les ouvriers agricoles aussi. Les gros propriétaires essaient de faire pression sur le gouvernement en entamant une campagne de déstabilisa-

tion: explosion de bombes à Lisbonne la semaine dernière, rumeurs d'infiltration du parti révisionniste dans l'armée de la région centre, coups de main contre les paysans. Profitant des difficultés économiques, et du recul de la «gauche» dans les Universités, ils intensifient leur campagne contre les militaires qui ont participé au 25 avril.

Ce que veut la bourgeoisie portugaise, c'est avoir une armée sûre, à sa botte. L'armée héritée du 25 avril est encore trop incertaine. L'enjeu de la situation actuelle pourrait bien être de se passer de Soarès pour que les forces politiques réactionnaires mettent un terme à la Réforme Agraire et limitent les conquêtes de la classe ouvrière sans pour autant restaurer le fascisme.



A la chute du fascisme, les paysans engageaient la lutte pour la réforme agraire.

Moyen-Orient

DE GUIRINGAUD POUR UN ÉTAT PALESTINIEN DERRIÈRE DES BARBELÉS

De Guiringaud, ministre français des Affaires Étrangères s'efforce de donner des apaisements à l'opinion sioniste sur les vues de l'impérialisme français au Moyen-Orient. Dans une déclaration à une agence de presse sioniste, il vient de rappeler: «La reconnaissance du droit d'Israël à l'existence est un principe aussi important pour nous que la reconnaissance du droit des Palestiniens à une Patrie». Plus concrètement, et tout en se réfugiant derrière le fait que cette question devait être réglée par les parties négociatrices, il a précisé quelles garanties pouvaient à son sens être fournies aux ministres sur la question des frontières: «la démilitarisation de certaines zones, l'établissement dans ces zones de contingents ou d'observateurs des Nations Unies à l'image de ce qui s'est fait dans le SINAÏ du sur le GOLAN. On peut y ajouter des réseaux de

surveillance électronique, comme cela a été fait dans le SINAÏ».

Ce projet donne une forme concrète à l'idée des «frontières défendables» pour Israël récemment reprise par Carter. Sous surveillance continue, isolé des agressions sionistes par un no man's land truffé de dispositifs électroniques et de gardes internationaux décidés à faire régner la Pax Americana, l'Etat palestinien auquel rêve notre ministre se révèle crûment pour ce qu'il est: un simple bantoustan entouré de barbelés. Ce projet de règlement ne diffère en rien de celui que les américains envisagent sous l'égide des deux super-puissances. Bien qu'il ait pris les précautions d'usage pour rappeler que l'accord à conclure devait être négocié par les parties concernées, De Guiringaud a d'ailleurs clairement ajouté: «On peut aussi imaginer que certaines puissances appor-

tent leurs garanties morales et juridiques au règlement de paix. Si la France était sollicitée, elle ne refuserait pas de participer à ces garanties».

Et Guiringaud ne se contente pas de le déclarer à ses interlocuteurs sionistes pour se dédouaner, il s'en fait l'instrument direct en ajoutant sa patte aux multiples pressions opérées contre l'OLP pour lui faire renoncer à ses objectifs: «Le communiqué du Caire ne reprend pas cette notion (celle de l'Etat laïque palestinien). Il y a donc depuis 1974 une évolution».

On ne peut mieux expliquer comment l'intervention éventuelle de l'impérialisme français en la matière n'est envisagée que comme auxiliaire dans le plan global dicté par la super-puissance US et visant à faire renoncer le peuple palestinien à ses droits les plus élémentaires.

F. FERRER

Un an de dictature militaire en Argentine

la résistance s'amplifie

Par Hélène VARJAC

Ce qui se passe aujourd'hui en Argentine ne saurait laisser personne indifférent : il y a des pays dont on parle à cause des assassinats, des enlèvements, des prisonniers politiques et de la torture : l'Argentine vient en tête, sans doute, de ces pays-là. Et dans tous ces pays, l'oppression fait croître la révolte. Mais aujourd'hui, il faut parler de l'Argentine pour d'autres raisons encore. Parce que le peuple argentin affronte la dictature militaire moins par la révolte que par la Résistance, une résistance qui s'organise, se développe et gagne toutes les couches populaires. Parce que cette résistance s'effectue au cœur de la sphère d'influence de l'impérialisme américain ; parce que cette résistance s'affirme non par les pratiques de guérilla, mais par les luttes de la classe ouvrière ; parce que cette résistance a empêché la dictature militaire de Videla et consorts de se stabiliser, et que l'histoire d'un an de gouvernement de la Junta est l'histoire d'un an de crise, et parce qu'enfin, la résistance gagnera...



AUTODAFE ET INQUISITION DANS LES UNIVERSITÉS ARGENTINES

Il y a à peine six mois, les universitaires français, particulièrement ceux de Grenoble et de Dauphiné à Paris, découvraient avec stupeur qu'ils étaient de dangereux agents de la «subversion communiste». La «découverte» en avait été faite par un commissaire de police, à l'université de Bahía Blanca et avait été suivie de l'arrestation de 17 «idéologues» qui avaient fait des études en France. Dans la province de Cordoba, sur les places publiques, l'armée avait brûlé des centaines de livres, péle-mêle M.-A. Macciocchi, A. Touraine du Monde, des livres «subversifs» pour enfants, une histoire du péronisme, etc.

Aujourd'hui, cela est devenu la règle. La plupart des départements de sciences humaines des universités (lettres, économie, histoire, philosophie, sociologie, etc.) ont été fermés. La nouvelle loi militaire sur les universités, la loi n° 21 276 précise : «Le système d'éducation doit être inséré dans le système de Sécurité Nationale et sous aucun prétexte ne seront admises des déviations de l'objectif général, qui est celui d'extirper ce qui est en relation avec la subversion». Un cours d'économie est assimilé à un acte d'endoctrinement, de propagande.

Il est exigé des professeurs un accord total avec «les objectifs fondamentaux établis par le processus de réorganisation nationale». Des perquisitions ont lieu régulièrement dans les universités, les lycées et même les écoles maternelles. La police et l'armée cernent les bâtiments, et nul ne peut en sortir pendant ce temps. Cela dure parfois plusieurs jours. Des listes d'étudiants expulsés sont affichées. Des milliers d'enseignants sont licenciés : 15 000 dans la seule province de Buenos Aires. Cela prend l'allure d'une véritable fuite des cerveaux ; ce ne sont pas seulement des professeurs de sciences humaines, mais des scientifiques, des chercheurs, des artistes. Ils sont tous, aux yeux de la Junta fasciste, coupables de penser, coupables de créer. Depuis janvier 76, il en arriverait 70 par mois en France, soit le double des années antérieures. Ils sont le plus souvent dans une situation précaire. Mais la fuite, tant bien que mal, hors de l'Argentine, affecte aujourd'hui non seulement une «élite» intellectuelle, mais aussi des techniciens, des cadres moyens, des ouvriers professionnels.

L'Argentine, comme d'autres pays d'Amérique Latine, se vide d'une partie de sa substance et la dictature militaire veut établir un nouvel ordre par l'écrasement de toute liberté, de toute initiative, et de toute pensée.

UN PAYS EN ÉTAT DE SIEGE

Qu'on se souvienne... Il y a un an, le 24 mars, le général Videla, chef de l'état-major de l'armée de terre donnait le coup de grâce à un régime en pleine décomposition, impuissant et pourri, celui d'Isabel Peron. Des groupes fascistes parallèles, prolongements directs de la police et de l'armée semaient déjà la mort et la terreur, impunément. L'économie argentine était à bout de souffle, au bord de la banqueroute, et les hommes d'affaire, les financiers argentins imploraient le se-

refusant le droit d'asile accordé en d'autres temps au Chili. C'est que la plus grande partie du personnel de l'ambassade — hasard — fut assez liée au régime de Vichy pour considérer aujourd'hui avec sympathie les militaires argentins. Que l'impérialisme français ne vienne pas invoquer la non-ingérence ! Ces temps derniers, le maître d'œuvre de la plupart des coups d'État militaires en Amérique Latine a «découvert» que la violation des droits de l'homme dépassait le cadre étroit des frontières. C'est ce pays dont rêvent en France, en Europe, les châtres de l'État fort, décidés à combattre l'«ennemi intérieur». Et c'est le chef de ce pays, Videla, que le PCF, sous la plume de Fournial ou d'autres, qualifie de modéré, qu'il faudrait s'abstenir d'attaquer pour ne pas provoquer l'arrivée des émules de Pinochet, et qui serait incompris des extrémistes de droite et de gauche, entendez la classe ouvrière en lutte.

Modérés ? Un Videla, un Viola, sous le régime desquels l'Argentine se peuple de camps de concentration, de centres de torture : Campo de Hayo, l'École n° 31 de Tucuman, l'École de Mécanique de l'armée, Campo de Olean (Cordoba), Campo de la Atomica, Brigade Gæmes, etc. Modérés ? Il n'y a plus que les révisionnistes pour le dire.

LE TEMPS DE LA POLITIQUE EST FINI !

Modéré ? Le général Harguindeguy, qui déclarait le 9 février dernier : «On ne peut absolument pas parler de mouvement politique. La politique est un concept qui s'emploie à une autre époque. Aujourd'hui, on peut seulement parler d'objectifs, qui commenceront à être remplis une fois que toutes les structures de l'État auront été réorganisées. L'ouverture politique n'est que le fruit de l'imagination de quelques individus».

Nul ne pourrait se risquer à prévoir aujourd'hui en quel temps, selon les militaires, les structures de l'État pourront être réorganisées. Dans la dernière période, on a beaucoup parlé de cette «ouverture démocratique», en misant sur des divergences entre différents secteurs de l'armée. Ça et là quelques faits sont venus alimenter ces rumeurs : libération de 400 prisonniers politiques, contacts prospectifs du côté de certains partis politiques, parmi les plus réactionnaires, le parti radical, ou l'aile la plus pourrie du péronisme. Mais les prisonniers libérés sont pour la plupart des bureaucrates syndicaux péronistes, et être

VIDELA ASSASSIN! GISCARD COMPLICE!



PLUS D'ARMES FRANÇAISES CONTRE LE PEUPLE ARGENTIN!

Comité de Soutien aux Luttes du Peuple Argentin

libéré ne signifie pas pour autant être libre. Bon nombre de détenus libérés le sont de manière fictive, et sont aussitôt déferés de nouveau devant un tribunal qui décide de les remettre en prison. Tout cela se fait parfois en l'espace d'une journée.

En fait, les déclarations les plus nettes en ce sens, proviennent de Videla : «Notre intention est d'instaurer un régime démocratique qui, conservant ses caractéristiques essentielles, reflète la présence et les aspirations des forces armées et des secteurs politiques et sociaux... Ceci implique le maintien d'un dialogue fluide, comme pas préalable à la participation des civils au destin national». Cette déclaration est antérieure à celle de Harguindeguy, qui a coupé court à ces rumeurs.

Mais il n'y a pas d'exemple de dictature militaire fasciste en Amérique Latine qui n'ait parlé de retour des civils au pouvoir, ou de leur participation... quand la situation serait assainie. Et il n'y a pas d'exemple non plus de dictature qui l'ait fait, autrement que contrainte et forcée par la poussée des masses.

Que valent ces discours, dans un pays où l'arsenal juridique répressif s'accroît et se perfectionne de jour en jour au point que certains gouverneurs de province, précisent que toute réunion est interdite, même celles qui serviraient de «couverture anodine» telle que sport, activités religieuses, etc ? Ces discours ne valent rien.

Il est vrai que certains secteurs de l'armée, tels que Menendez, et de manière générale la marine, souhaiteraient renforcer encore la répression en imitant davantage de les remettre en prison. Mais ces secteurs, comme ceux qu'on appelle «modérés» (Videla, Viola) sont aujourd'hui embarqués dans la même galère et assument la même fonction : essayer de briser la résistance, les capacités d'organisation et de lutte de la classe ouvrière et de ses alliés. Mais ils n'y parviennent pas et d'accord sur l'objectif, ils n'hésitent que sur la tactique. La dure répression menée jusqu'à ce jour n'a pu briser l'esprit de résistance de la classe ouvrière. Les moindres signes d'ouverture, si fallacieux et si formels qu'ils soient, seraient immédiatement utilisés par les masses pour développer leur lutte. Les forces armées n'ont pas de programme politique propre, elles ne sont que le dernier rempart des classes possédantes argentines (oligarchie terrienne et capitalistes liés à l'impérialisme US) pour exploiter le peuple et survivre.

Mais ce rempart constitue en même temps une impasse. La démocratie bourgeoise a fait son temps. Le péronisme et ses mythes sont en train de mourir définitivement dans la conscience politique des Argentins. Et le révisionnisme, depuis plus de trente ans toutes les dictatures, n'ont prétendu influencer les masses. Il ne reste que le choix qu'un affrontement décisif de classe, dont apparaissent aujourd'hui les prémices.

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Vendredi 24 mars 1871



Deux autres villes proclament la Commune : Narbonne et Saint Etienne (ici la place de l'Hôtel de Ville de Saint Etienne) mais une certaine indécision, le rôle conciliateur des républicains modérés, font tourner court ces tentatives. Il subsistera toutefois dans toute la province un climat de résistance, souvent ouverte au gouvernement versaillais. Ainsi les cheminots, malgré les ordres, achemineront partout les affiches et les textes émanant de «Paris Insurgé».



A Paris le pouvoir populaire se consolide : devant la fermeté du Comité Central, les maires légalistes ou se rallient ou rejoignent le camp versaillais.

Et afin de mieux avoir en main la situation le Comité remet les pouvoirs militaires à trois délégués, (Brunel, Eudes, Duval), «En attendant l'arrivée de Garibaldi acclamé comme général en chef».

Ce militant international qu'était Garibaldi ne reviendra pas de son île sarde de Caprera : il est âgé ; et puis n'a-t-il pas été hué à Bordeaux, par l'Assemblée des «ruraux» il est vrai ; on avait même invalidé son mandat de député sous prétexte qu'il n'était pas français. (Et pourtant dès l'invasion prussienne, il était venu se mettre au service de la République avec ses «chemises rouges». Et avait repoussé les Prussiens en Bourgogne).



Ainsi le Comité Central de la Garde Nationale tenait le serment gravé dans le marbre de veiller sur Paris et de le défendre contre toutes les attaques.

VIE DU PARTI

UNE SEULE SOLUTION : LA REVOLUTION SOCIALISTE!

La défaite électorale des partis de droite, aux municipales, reflète le refus du plan Barre, de la politique de chômage, d'austérité, de répression, le refus de faire les frais de la crise.

La défaite électorale de la droite répercute la conscience grandissante que la classe bourgeoise au pouvoir est de plus en plus incapable de diriger cette société, de lui tracer un avenir : Chirac, sans risquer aucun programme, ne cherche qu'à coaliser, autour de son image d'homme à poigne, un agglomérat de forces et de réflexes réactionnaires. Giscard navigue à vue et manœuvre pour préserver les chances, après 1978, d'un arrangement «au centre» avec les socialistes - et poursuivre sa politique anti-populaire.

LE CAPITALISME, C'EST LA CRISE

Et si la gauche l'emportait en 1978 ? Serait-ce pour autant une issue à la crise ? Non. Le PS et le PCF ne maintiennent la façade de l'unité que pour profiter, chacun de son côté, électoralement de la situation, jusqu'en 78. Ils prolongent la fiction d'un programme commun, déjà vieux de 5 ans. Mais ils sont eux aussi profondément divisés sur les moyens de renflouer le capitalisme en crise.

Les Mitterrand et les Rocard ont accueilli favorablement le plan Barre et ils se croient à même de mieux l'imposer, avec quelques nationalisations en plus.

Le PCF, lui, à terme, prépare et vise, à la faveur d'une aggravation de la crise, à s'imposer au pouvoir, à étendre bien au-delà du programme commun les nationalisations, à museler et réprimer, au nom du «socialisme», la classe ouvrière, à installer ainsi en France un capitalisme d'Etat bureaucratique, d'un type analogue à celui des pays de l'Est.

LA GAUCHE, C'EST TOUJOURS LE CAPITALISME

La gauche a beau, à travers les états-majors syndicaux, peser pour étouffer les luttes et tout mouvement qui compromettrait ses chances électorales d'ici 78, ce qui mûrit, dans notre pays en crise, c'est l'idée que le capitalisme a fait son temps, qu'il pourrit sur pied, que la gauche c'est toujours le capitalisme, qu'il n'y a pas d'autre issue que la transformation radicale de cette société, la révolution socialiste.

Ce qui grandit, c'est l'aspiration à une autre société, socialiste, dirigée par la classe ouvrière. Ceux qui luttent pour l'emploi, ceux qui occupent leurs usines, les jeunes révoltés contre l'avenir de chômage, les petits paysans menacés de ruine, tous ceux qui refusent la logique capitaliste de droite ou de gauche, tous dessinent et préparent la France de demain. C'est à eux de prendre la parole. C'est à eux de prendre l'initiative.

C'est en éclairant la perspective de la révolution, en construisant ensemble le projet de la France socialiste, que peuvent se rassembler les énergies de notre peuple.

Pour une France fondée sur l'initiative des masses, comptant sur ses propres forces, indépendante, refusant de piller le Tiers-Monde et de plier devant les USA et l'URSS.

Pour une France débarrassée de l'exploitation et de l'oppression capitalistes, pour une France socialiste, dirigée par la volonté unifiée de la classe ouvrière, luttant pour effacer les tares du vieux monde capitaliste, libérant dans tous les domaines la force créatrice de notre peuple enfin maître de ses destinées.

Tous au Rassemblement Communiste du 3 avril
Construire le Parti Communiste aujourd'hui
c'est préparer la révolution socialiste de demain

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

3 PARIS
MF Maubert RASSEMBLEMENT
AVRIL MUTUALITÉ 14 heures COMMUNISTE

ABONNEZ-VOUS
AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
1 AN 300 F

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F
Mode de versement :
en une fois.....
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

VOYAGE DU QUOTIDIEN EN ALBANIE

Un groupe d'une trentaine d'«amis du Quotidien» partira pour un séjour de quinze jours en République Populaire Socialiste d'Albanie, du mardi 2 août au mercredi 17 août (retour Orly).

Le séjour se fait en 2 périodes : la première semaine est une visite de l'ensemble nord-est du pays à partir de la ville de DURRËS ; la seconde semaine sera une visite du sud de l'Albanie avec séjour dans la ville de Pogradec.

Dans les 2 cas, l'axe essentiel du séjour est la découverte du socialisme albanais à la ville et à la campagne, avec visites de coopératives et fermes d'Etat, d'usines et d'unités de production diverses (centrales, etc...), comprenant chacune une rencontre-débat avec les responsables des collectifs de travailleurs et des membres du Parti dans ces entreprises. D'autre part les visites des villes per-

mettront de rencontrer des délégués des organisations de masse (Front Démocratique, Union des Femmes, Union de la Jeunesse), et de revivre les grands moments de la lutte révolutionnaire du peuple albanais (Musées Lénine - Staline et de la libération nationale, Maison du Parti etc...)

Les frais maximum sont de l'ordre de 1900 F (tous frais inclus : aller-retour avion, hôtel, excursions et visites). Nous préférons indiquer ce chiffre, les compagnies d'aviation étant susceptibles de changer leurs tarifs d'ici l'été.

Pour confirmer les réservations, nous demandons à tous les lecteurs intéressés de s'inscrire rapidement.

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

56^e épisode

Assise sur le lit, elle sanglotait, sa tête brune perdue dans la robe jaune. Sur le feu, le lait se sauvait : alors, elle courait au secours du petit déjeuner, de nouveau souriante, croyant cette fois qu'elle attendait Terro, son mari, qui allait se lever d'une minute à l'autre. S'il revenait, s'ils se mariaient, ce serait ainsi : car elle ne voyait pas dans le mariage une sinécure.

Emeline, fille de riches élevée pendant la guerre, connaissait assez la pauvreté pour ne pas en avoir peur. Elle ne l'aimait pas, mais elle ne la craignait pas. La richesse ne représentait pas pour elle comme pour sa mère un collier de perles, une voiture ou une bonne. Elle représentait avant tout un kilo de pommes de terre par jour. Un litre de lait, c'était la fortune ! Combien d'heures avait-elle passées, à Lyon, pour obtenir un quart de litre de lait écrémé, un kilo de carottes ou un oeuf, un seul oeuf, lisse et lourd, fragile et nourrissant.

Elle se demandait si elle aurait aimé Terro s'il avait été milicien ? Epicier, ouvrier, paysan ! Bien sûr ! Elle n'y pensait même pas. Mais milicien ?

C'était stupide ! Terro n'aurait jamais été milicien. Elle se rassurait, puis s'inquiétait de nouveau : Terro l'aimait-il ? Un peu, sans doute. Sûrement pas autant qu'elle l'aimait !

Alors, Emeline se rasseyait et sanglotait encore : elle aurait dû être tendre. Lorsque, blessé, elle le tenait à sa merci, elle aurait dû mettre sa tête sur sa poitrine, lui caresser les cheveux, l'embrasser : coucher avec lui. Oui, c'est cela, coucher avec lui. Cela paraissait si simple, maintenant qu'il était trop tard.

Elle était sûre, dans toute la pureté de son âme, qu'elle aurait dû coucher avec Terro. Sa mère lui avait bien parlé de ces choses, elle lui avait dit qu'il ne fallait pas, mais Emeline se sentait sûre du contraire, sans être guère renseignée, toutefois, quant aux questions sexuelles. A la campagne, elle voyait les vaches, les chèvres, les chiens. Elle ressentait un vague trouble près de Terro. Aujourd'hui pourtant, elle ne pensait pas à cela. Elle imaginait la marque qui serait restée au cœur de Terro si elle avait couché avec lui, elle s'en voulait de ne pas avoir déposé cette marque.

Elle ne fit même pas attention à son frère quand il rentra. Il laissa la bicyclette de sa sœur devant la porte et, dans sa hâte, repartit pour Vassieux, sans prévenir personne. Sur les places de Saint-Agnan, puis de La Chapelle, hommes et femmes préparaient le Quatorze Juillet, accrochaient des drapeaux, des lampions. Les maires et leurs adjoints répétaient leurs discours. Les curés disaient des messes pour les vivants et les morts. Etienne ne s'arrêta pas, préférant assister à la cérémonie de Vassieux. Ils auraient sûrement quelque chose d'intéressant là-haut. Sur la route, il croisa des paysans endimanchés qui se dirigeaient vers La Chapelle.

A mi-chemin, Etienne entendit ronronner la première vague de Fortresses. Les douze appareils, volant bas, se dirigeaient vers Vassieux. Etienne se courba sur le guidon de sa bicyclette et pédala de plus belle. Il ne voulait pas manquer ce spectacle.

Il arriva au col de Proncel en même temps que la seconde vague d'avions. Il sauta de vélo et courut dans un champ pour admirer la parade. Déjà, deux cents parachutes bleus, blancs et rouges, jonchaient les prés, et deux cents autres descendaient. Une troisième vague d'avions, puis une quatrième arrivaient. Quarante-huit Fortresses Volantes tournaient dans le ciel. Après avoir largué huit cents containers aux parapluies arc-en-ciel, elles lançaient maintenant des fusées bleu-blanc-rouge. L'éclatement des fusées, le vacarme des moteurs, les avions étincelants dans le ciel bleu clair, les taches de couleur qui s'épandaient sur les champs dans la lumière matinale et les crêtes des montagnes penchées sur la vallée : tout cela rendit Etienne fou. Son cœur éclata d'une joie débordante. Il était incapable de faire un geste et, paralysé d'émotion, il tremblait de joie.

Les Fortresses prirent de l'altitude, et disparurent vers le sud. La joie irraisonnée fit place à la vie quotidienne. Etienne, épuisé, s'assit le dos contre un rocher et s'endormit.

(à suivre)

TÉLÉVISION

AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN QUAND LE PEUPLE PREND LA PAROLE... ON COUPE !

Les Dossiers de l'Écran réservent parfois des surprises. Non pour les films qu'ils choisissent, souvent de qualité douteuse : c'était le cas, mardi soir encore, avec «*devine qui vient dîner ce soir*», production américaine dégoulinant de bonnes intentions et de faux libéralisme bourgeois : prétendre poser le problème des mariages inter-raciaux, avec un gendre noir et un beau-père blanc digne l'un et l'autre de figurer au bottin mondain de Los Angeles, c'était proprement se moquer du monde.

Non, décidément, le film ne valait pas qu'on veille. Mais le débat qui l'a suivi, malgré des débuts décevants, a pris soudain une tournure inattendue, propre à démasquer ce qu'un des participants a nommé la démagogie de la télévision.

Le sujet choisi, il est vrai, était mince et de peu d'intérêt. Les invités, cependant, ne s'y sont pas laissés enfermer. Qui étaient-ils ? Des gens ordinaires, choisis parmi ceux qui avaient écrit à la télévision : deux Algériens mariés à des françaises, dont l'un était venu avec sa femme, une Africaine mariée avec un Français, une française dans la situation inverse, une autre qui avait divorcé d'avec son mari africain, le fils d'un mariage entre Malgache et Français, une dame Eurasienne, un étudiant Tunisien, un adversaire supposé de ce genre de mariage, convoqué là pour jouer les racistes de service.



Au début, aussi longtemps qu'on les a cantonnés à nous raconter leur histoire personnelle, ces gens, il est vrai, nous ont souvent ennuyés : ce n'étaient pas des professionnels du discours, et ce qu'ils avaient à dire de leur cas personnel était parfois bien anodin. Guy Darbois (la voix au téléphone) choisissait à son habitude des appels de spectateurs particulièrement arriérés, et même franchement racistes.

Seulement, voilà, les invités n'étaient pas là pour jouer le rôle qu'on attendait d'eux, mais simplement pour dire ce qu'ils avaient à dire. La première surprise, ça a été de découvrir que le garçon qu'on avait convoqué pour jouer les racistes ne l'était pas du tout : simplement, il considérait qu'il y avait des choses plus importantes, que le racisme avait bien d'autres occasions de s'exprimer, et que cette

société ne manquait pas d'injustices qui valaient d'être dénoncées, sans s'arrêter à cette petite question des mariages.

Et puis, soudain, le débat dépasse les limites habituellement fixées à la télévision : l'Africain qui participe à l'émission se met à dénoncer le régime d'Ahidjo au Cameroun : sujet intouchable, s'agissant d'un État fortement lié à la France. Alain Jérôme, qui dirige le débat, commence en vain à s'agiter sur sa chaise.

Quelques moments, et puis l'étudiant tunisien met en accusation... la télévision elle-même : il s'agit du slogan «*ils ont le pétrole, mais nous on a les idées*» : Slogan raciste, effectivement, qui tente de faire passer les arabes pour des imbéciles. Atteint, Alain Jérôme essaie de se défendre : «*On n'est*

pas là pour ça» et puis, «*nous organisons des émissions comme celle-ci*» «*Démagogie*», répond l'étudiant, venu simplement là pour dire ce qu'il a à dire, et qui se moque de la bienséance télévisée.

On n'en saura pas plus : tout juste le temps d'entendre, en arrière-fond, un des Algériens présents indiquer qu'il est membre de la CGT, à propos de la question du racisme dans les entreprises : l'antenne est précipitamment coupée. Cela promettait justement de devenir passionnant.

Décidément, à la télévision, on n'aime guère que des gens du peuple viennent dire tout simplement ce qu'ils pensent et ce qu'ils savent : C'est là qu'est la grande, la pire des substitutions.

Programme télé

JEUDI 24 MARS

TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités
13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Objectif santé
18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Les lettres volées
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Rendez-vous en noir (4). Série policière
21 h 20 - L'événement
22 h 55 - TF 1 actualités
23 h 10 - Fin des émissions

A 2

12 h 00 - SKI : coupe du monde
13 h 35 - La télévision régionale
13 h 50 - Ne le dites pas avec des roses
14 h 05 - Aujourd'hui madame
15 h 05 - Le saint
15 h 55 - Aujourd'hui magazine

18 h 35 - Les histoires de l'histoire
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - Émission réservée aux formations politique.
La majorité : les républicains indépendants
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Soleil rouge. Film français western
22 h 25 - 100 000 images
23 h 25 - Les nouvelles
23 h 40 - Fin des émissions

FR 3

18 h 45 - Enfants d'ailleurs
19 h 05 - Terroir 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre

19 h 40 - Tribune libre : La Fédération de l'Éducation Nationale
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Cycle Julien Duvivier : «*Pot Bouille*». Film français (dramatique)
22 h 20 - Un journal, un événement
22 h 50 - Fin des émissions

LE TOUT NUCLEAIRE : UN PROGRAMME QUI MAINTIENT LA DEPENDANCE ENERGETIQUE

Par Serge LIVET

Depuis quelques jours la centrale nucléaire de Fessenheim a divergé. Les barres de contrôle enfoncées dans le cœur de la centrale ont été retirées, la réaction en chaîne a commencé, libérant l'énergie de l'uranium 238. Ainsi, la première centrale française à uranium enrichi de type PWR (à eau pressurisée) produira de l'électricité. L'EDF a passé commande de 22 «tranches» PWR du même type que Fessenheim, avec l'entrée en fonctionnement de Fessenheim I qui doit être rapidement suivi de Fessenheim II, c'est le début de l'application du programme électro-nucléaire d'EDF.

Avec ce programme, l'objectif est de produire en 1985, en énergie électro-nucléaire 60 millions de tonnes équivalent pétrole, grâce à une puissance nucléaire en service de 20 000 MWe (Mégawatt

électrique, 1 MW = 1 million de watts), et pour l'an 2 000 une puissance de 60 000 MWe.

L'essentiel du programme de l'EDF repose sur la production d'électricité à partir de centrales nucléaires du type de celle de Fessenheim, PWR à uranium enrichi et eau légère, puis dans un second temps sur les surrégénérateurs du type Super Phénix dont la construction est envisagée à Creys-Malville. Un tel programme pose divers problèmes : sécurité, risque pour l'environnement, indépendance énergétique de la France. Nous traiterons des aspects principaux de la sécurité demain, voyons aujourd'hui si le programme électro-nucléaire tel qu'il est défini actuellement est susceptible d'assurer l'indépendance énergétique de la France.

L'indépendance énergétique est l'argument principal de l'EDF pour justifier le recours dans de telles proportions à l'électricité d'origine nucléaire. Le programme actuel a été précisé le 5 mars 1974 et confirmé le 1^{er} février 1975 par le Conseil Central de Planification. Les pays producteurs de pétrole venaient d'augmenter le prix du pétrole et de limiter le pillage de leurs ressources, mettant un terme au pétrole au rabais. Or toute la politique énergétique de la France reposait sur le bas prix du pétrole, sur le «tout pétrole». Il fallait trouver une politique de rechange, ce fut le «tout nucléaire» qui devait assurer l'indépendance énergétique du pays, étant donné l'avance technologique française dans ce domaine et ses ressources en uranium.

UNE FILIERE AMERICAINE

Le premier argument, celui de la maîtrise technologique française a été infirmé par le CEA et EDF. Le CEA possédait une bonne maîtrise technologique pour la filière française, (uranium enrichi graphite gaz), or en 1969, pour des raisons de rentabilité, le gouvernement décidait d'abandonner cette filière et de lancer en France un programme de centrales à eau légère et uranium enrichi sous licence américaine. C'est-à-dire qu'actuellement pour la réalisation du programme, l'im-

périalisme français est sous la dépendance américaine. Certes, la francisation de la technique est prévue, mais deviendra-t-elle effective ? Si oui, lorsqu'elle le deviendra, cette technique ne sera-t-elle pas déjà dépassée ? Pour l'instant la non-maîtrise de la technologie des PWR a provoqué bien des déboires à l'EDF. La mise en service de Fessenheim I a été retardée de 22 mois, il y avait de nombreuses difficultés en raison de la méconnaissance de la technologie, des données insuffisantes fournies par Westinghouse qui possède le brevet et des modifications apportées par Westinghouse en cours de construction.

«*Quand on ne savait pas pourquoi telle chose était faite de telle manière, on copiait*» a avoué un cadre de Framatome, le constructeur de la centrale de Fessenheim à un journaliste du «Monde».

DEPENDANCE POUR L'URANIUM ENRICHI

En supposant francisée la technique des centrales PWR, il reste le problème de l'approvisionnement en combustible, c'est-à-dire en uranium enrichi. Dans ce domaine, la France est pour plusieurs années encore entièrement dépendante des USA et de l'URSS. Le sous-sol français possède des gisements d'uranium. Ces ressources sont actuellement estimées à 60 000

tonnes pour un coût de 15 dollars la livre. Ces réserves ne permettraient pas d'atteindre l'horizon 1990. C'est la raison pour laquelle les deux tiers du minerai consommé proviennent d'autres pays où le CEA a acquis des concessions : Gabon, Niger, République Centre Africaine, Canada. La même politique que pour l'approvisionnement pétrolier est donc pratiquée en ce qui concerne l'uranium, il n'est pas possible de fonder une politique indépendante sur ces bases.

Mais en raison du choix de la filière américaine, l'uranium naturel ne permet pas la production d'énergie, il faut l'enrichir (cf. encart). Or, dans ce domaine, jusqu'en 1984, seuls les USA et l'URSS produiront de l'uranium enrichi en quantités importantes. Pour subvenir à ses besoins, la France associée à l'Italie, la Belgique, l'Espagne et l'Iran construit l'usine d'enrichissement d'Eurodif au Tricastin, qui sera suivie par Coredif sur un site non défini. Ces unités d'enrichissement ne sont donc pas entièrement indépendantes.

De plus, leur capacité ne semble pas suffisante pour couvrir les besoins français entièrement, étant donné les besoins des divers pays participants.

Il demeurera une dépendance par rapport à l'URSS ou aux USA ; or, il n'est

pas évident que ces pays qui ont eux aussi d'importants programmes de développement des filières à eau légère uranium enrichi, puissent subvenir aux besoins français, à supposer qu'ils le veuillent, et qu'ils n'en profitent pas pour exercer des pressions sur la France.



Mine d'uranium en Vendée

LES SURREGENERATEURS : UNE SOLUTION QUI NE REGLE RIEN

On risque donc de se retrouver confronté dans dix ans à une pénurie d'uranium naturel et d'uranium enrichi. A cela, EDF répond que tout est prévu : les surrégénérateurs qui brûlent du plutonium prendront progressivement la relève et permettront l'utilisation du plutonium qui se forme dans les autres centrales. L'intérêt des surrégénérateurs étant qu'ils fabriquent plus de plutonium qu'ils n'en consomment. Encore faut-il disposer de la quantité de plutonium suffisante au démarrage puis à l'entretien de la charge. Or, le temps de doublement c'est-à-dire le temps nécessaire pour que le surrégénérateur produise l'équivalent de la charge initiale en plutonium est de 20 ans. Les surrégénérateurs ne seront pas réellement efficaces avant 1990 au moins.

Un autre problème est celui du retraitement du combustible. Ainsi que le note la commission d'enquête parlementaire sur «la situation de l'énergie» à propos des surrégénérateurs :

«*La mise au point technique n'est pas à l'heure actuelle achevée et constitue un obstacle à la rentabilité à court terme de cette filière ; par ailleurs, la disponibilité en combustible représente également un frein à la pénétration des surrégénérateurs dans le parc des centrales*» et «*c'est au delà de 1985 - et plus près de 1990 que de 1985 - que les premiers surrégénérateurs compétitifs pourront être mis en service*». «*Leur pénétration sera limitée par la disponibilité en combustible*».

En l'an 2 000, les surrégénérateurs ne pourront pas produire plus de 25% de l'électricité nucléaire française. Il est donc illusoire de compter sur les surrégénérateurs pour produire l'essentiel de l'électricité d'origine nucléaire.

1985, les capacités de retraitement françaises suffiront à peine à couvrir les besoins. Il semble donc nécessaire d'entreprendre la construction d'une autre usine de retraitement. En se plaçant dans l'optique du programme électro-nucléaire d'EDF, une accélération des investissements est nécessaire, pour mieux couvrir les besoins en combustible, uranium naturel et uranium enrichi. Une troisième usine d'enrichissement, la prospection des minerais, l'exploitation des minerais à faible teneur et l'augmentation des capacités de retraitement doivent être envisagées. Or, cette accélération ne peut que multiplier les risques dont on sait qu'ils sont déjà considérables et loin d'être maîtrisés. Dans la perspective de l'indépendance énergétique de la France,

UN CHOIX HASARDEUX

Une fois brûlé, le combustible doit être retraité afin de récupérer le plutonium, l'uranium 238 non utilisé, et de traiter les déchets en vue de les évacuer. Or, dès

le développement d'un programme nucléaire nécessiterait un autre choix, l'utilisation d'autres filières et un développement nettement moins rapide que celui prévu par EDF qui ne pourra probablement pas être tenu.

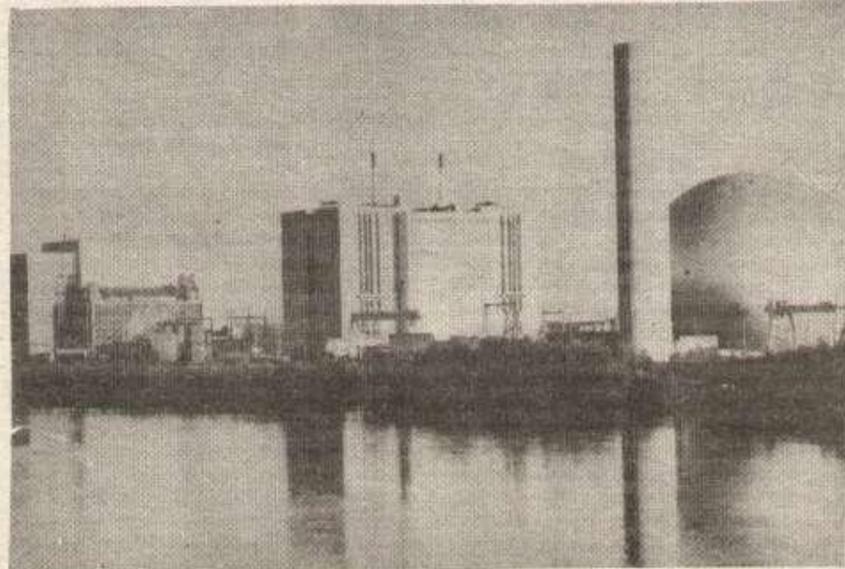
L'enrichissement de l'uranium

A l'état naturel, l'uranium est composé de trois isotopes.

On appelle isotopes, des atomes qui ont le même nombre de protons mais un nombre différent de neutrons. Ainsi l'uranium qui a 92 protons, a trois isotopes :

- L'uranium 234 dans une proportion infime.
- L'uranium 235 dans la proportion de 0,71 %
- L'uranium 238 dans la proportion de 99,28 %

Tous ont 92 protons, mais respectivement 142, 143 et 146 neutrons. Or seul l'uranium 235 est fissile, c'est-à-dire que son noyau se casse en produisant de l'énergie. L'uranium 235 est le seul élément naturel à posséder cette propriété. Certaines centrales peuvent utiliser de l'uranium naturel, mais les centrales à eau légère comme celle de Fessenheim ne peuvent fonctionner qu'avec de l'uranium enrichi, contenant une proportion d'uranium 235 de 3%. L'enrichissement consistera à séparer l'uranium 238 de l'uranium 235 pour aboutir à cette concentration supérieure. Pour cela, on agit sur la masse différente des isotopes selon divers procédés, dont celui employé en France : la diffusion gazeuse. Avec 5 kg d'uranium naturel, on peut obtenir 1 kg d'uranium enrichi à 3% et 5 kg appauvri à 0,25%.



Centrale de Chinon